

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1934

18 septembre 2010

SOMMAIRE

AAM AG SPF	92832	Moonray European Investments S.à r.l. ..	92825
African Wood Trading Company (A.W.T.C.)	92824	Opaline Investissements S.A.	92823
Babcock & Brown Romanina S.à r.l.	92825	Patron Kummel Holding S.à R.L.	92814
Bannister International S.A.	92832	Pembroke S.A.	92786
Belovo Engineering Europe	92826	Segemil S.A.	92827
Blamar S.A.	92786	Smile Invest Participations S.A.	92827
Calim International Holding S.A.	92822	Sobim	92828
Celux Finance S.A.	92823	Sobim	92829
C.T. - A & A S.A.	92788	Société de Financement Médical et Hospi-	92787
Elsa S.A.	92786	talier	92789
Globe Star Incorporation S.A.	92823	Société Lonigo S.A.	92789
G.O. IB - Luxembourg Two S.à r.l.	92824	Société Luxembourgeoise de Développe-	92829
Hazel S.A.	92787	ment S.A.	92829
International Investors and Accounting Services S.A.	92824	Sprint Investments S.A.	92829
Internodium S.A.	92787	Stonebridge S.A.	92829
Luxembourg Air Navigation Services Consulting	92831	Tabiadasc Real Estate S.A.	92789
Lux-Weekend S.A.	92825	Taurus Properties Holding S.à r.l.	92829
Magilla Holding S.A.	92826	Valendis Financière S.A.	92830
Magilla Holding S.A.	92826	Valendis International Holding S.A.	92830
Maginvest S.A.	92788	Vandersanden Bricks S.A.	92830
Magnisense	92791	Vandersanden Finance S.à.r.l.	92830
Meng Famille S.à r.l.	92825	Vansan Holding S.A.	92831
		Ventoux Holding S.à r.l.	92789
		Water-Man S.à r.l.	92827

Pembroke S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 24.777.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 11 octobre 2010 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010124914/755/18.

Elsa S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 56.510.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 21 octobre 2010 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2010 n'a pas pu délibérer sur le point 3 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 21 octobre 2010 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010124915/534/15.

Blamar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 62.980.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 8 octobre 2010 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Modification de l'objet social de la société qui aura désormais la teneur suivante : "La Société a pour objet social la souscription, la prise de participation, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit, dans toute société, société de participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises, luxembourgeois ou étrangers, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société elle-même.

La société a également pour objet la création, l'acquisition, la vente, le développement, l'exploitation, l'usage ou la concession de l'usage, par toute voie, d'un droit d'auteur sur des logiciels informatiques, de brevets, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou de modèles.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations de nature mobilière, immobilière, commerciale, industrielle et financière qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social."

- Modifications afférentes des articles 1 et 4 des statuts de la société.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010124916/755/28.

Hazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 79.207.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *04 octobre 2010* à 12:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 22 juin 2010 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010114453/696/15.

Société de Financement Médical et Hospitalier, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 11.770.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à :

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *30 septembre 2010* à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2009.
3. Affectation des résultats au 30 juin 2009.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la continuation de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010119273/19.

Internodium S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 59.474.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *30 septembre 2010* à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2010 et affectation des résultats,

- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010120104/755/19.

Maginvest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 59.475.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 30 septembre 2010 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010120106/755/19.

C.T. - A & A S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 209, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 74.654.

The shareholders shall convene to the

ORDINARY GENERAL MEETING

to be held in its offices at 209, route de Longwy L-1941 LUXEMBOURG, on Monday, September 27, 2010 at 02.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the report of the Liquidator and the auditor in connection with the Company's accounts for the Business Year 2009/2010, ended March 31, 2010;
2. Approval of the balance sheets and profit and loss accounts for the Business Year 2009/2010, ended March 31, 2010;
3. Report about the appeal filed in Luxembourg against the first instance judgment pronounced by the "tribunal d'arrondissement de Luxembourg" on February 12, 2009;
4. Report and analysis of the judgment delivered on March 12, 2010 by the "Tribunale di Modena";
5. Resignation of the Liquidator;
6. Discharge to the Liquidator;
7. Appointment of a new Liquidator;
8. Appointment of an auditor;
9. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Ordinary General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

Luxembourg, September 6, 2010.

Juerg WYLER
The Liquidator

Référence de publication: 2010120110/28.

Tabiadasc Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 85.240.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *September 27, 2010* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the supervisory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2009.
3. Appropriation of results.
4. Discharge to the directors and to the supervisory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Decision on the company's dissolution according to article 100 of the amended Corporate Act of August 10, 1915.
6. Resignation of Mr. Xavier SOULARD as B director and discharge.
7. Appointment of Mrs. Virginie DOHOGNE, company director, born in Verviers (Belgium), on June 14, 1975, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as B director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2013.
8. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2010121224/29/22.

Ventoux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 134.905.

Société Lonigo S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 71.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 97.601.

PROJET DE SCISSION

In the year two thousand and ten, on the twenty-fifth day of August,
Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

The board of directors of Société Lonigo S.A., a société anonyme having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 97.601, having a share capital of seventy-one thousand euro (EUR 71,000) represented by seven hundred and ten shares (710) with a par value of one hundred euro (EUR 100) each, incorporated by a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated November 12, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 57 of January 15, 2004 (the Demerged Company),

The board of managers of Ventoux Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.905, having a share capital of twelve thousand five hundred (EUR 12,500) represented by five hundred shares (500) with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, incorporated by a deed enacted by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated December 6, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, number 233 of January 29, 2008 (the Receiving Company, and together with the Demerged Company, the Companies)

Both represented by Julien Leclère, Attorney at Law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of two proxies given on August 11, 2010.

The copy of the proxies will remain annexed to the present demerger proposal.

The board of directors of the Demerged Company and the board of managers of the Receiving Company, acting as stated here above, have requested the notary to state that on August 13, 2010 the board of directors of the Demerged Company and the board of managers of the Receiving Company have adopted the following demerger proposal (the Proposal):

I. The Companies. The Demerged Company (Société Lonigo S.A., a société anonyme with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg) intends to contribute a part of its assets to the Receiving Company (Ventoux Holding S.à.r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg), and the Companies have agreed, according to article 308bis-2 of the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), to submit this transaction to the provisions of articles 285 to 308 of the Law, with the exception of article 303, so that the contribution shall result ipso jure in the transfer to the Receiving Company of the assets and liabilities attaching thereto.

II. General meeting of the shareholders of the Companies. The shareholders of the Companies shall approve the proposed demerger, whereby, following its dissolution without liquidation, the Demerged Company will transfer to the Receiving Company a part of its assets, in accordance with articles 287, 289 and 308bis-2 of the Law at an extraordinary general meeting of shareholders which will be held before a notary at the earliest one month following the publication of the Proposal.

III. Effective date of the demerger. From an accounting point of view, the demerger shall be effective as from the approval of the demerger by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company and in accordance with the allocation of the assets and liabilities to the Receiving Company as provided in the Proposal.

IV. Advantages. No special advantage will be granted to the directors and the statutory auditor of the Demerged Company or to the managers of the Receiving Company in connection with the demerger.

V. Allocation of assets and Liabilities. The shareholder interest of the Demerged Company in Arluy S.L., a company organized under the laws of Spain with registered office at Poligono, la Portalada, Circunde 26, 26006 Logrono, La Rioja, Spain (the Interest) and all the assets and liabilities relating to the Interest shall be contributed and assigned to the Receiving Company, as per the pro forma financial statements, based on the interim balance sheet of the Demerged Company dated August 17, 2010, attached as appendix 1 to the Proposal.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the appearing person, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-cinquième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

Le conseil d'administration de la Société Lonigo S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.601, ayant un capital social de soixante-onze mille euros (EUR 71.000), représenté par sept cent dix actions (710), avec une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, constituée en vertu d'un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, en date du 12 novembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 57 du 15 janvier 2004 (la Société Scindée),

Le conseil de gérance de Ventoux Holding S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.905, ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12,500), représenté par cinq cent parts sociales (500) avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, constituée en vertu d'un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, en date du 6 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 233 du 29 janvier 2008 (la Société Bénéficiaire, et ensemble avec la société Scindée, les Sociétés).

Les deux représentées par Julien Leclère, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données le 11 août 2010.

Les copies des procurations resteront annexées à la présente proposition de scission. Le conseil d'administration de la Société Scindée et le conseil de gérance de la Société Bénéficiaire, agissant comme décrit ci-dessus, ont requis le notaire de prendre acte que le 13 août 2010 le Conseil d'administration de la Société Scindée et le Conseil de gérance de la Société Bénéficiaire ont adopté la proposition de scission qui suit (la Proposition):

I. Les Sociétés. La Société Scindée (Société Lonigo S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg) souhaite apporter une partie de ses actifs à la Société Bénéficiaire (Ventoux Holding S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg), et les Sociétés ont décidé, en application de l'article 308bis-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), de soumettre l'opération aux dispositions des articles 285 à 308 de la Loi, à l'exception de l'article 303, de sorte que cette contribution découle ipso jure du transfert à la Société Bénéficiaire de l'actif et du passif qui s'y rattachent.

II. Assemblée générale des actionnaires/ Associés des Sociétés. Les actionnaires/associés des Sociétés doivent donner leur accord sur la scission proposée, par laquelle suivant sa dissolution sans liquidation, la Société Scindée transférera à la Société Bénéficiaire une partie de ses actifs, conformément aux articles 287, 289 et 308bis-2 de la Loi, à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires/associés qui sera tenue pardevant notaire un mois au plus tôt après la publication de la Proposition.

III. Date d'effet de la scission. D'un point de vue comptable, la scission sera effective à partir de l'approbation de la scission par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires/asociés de la Société et en accord avec le transfert d'actifs et de passifs à la Société Bénéficiaire comme prévu dans la Proposition.

IV. Avantages. Aucun avantage spécial ne sera accordé aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société Scindée, ou aux gérants de la Société Bénéficiaire en lien avec la scission.

V. Répartition des actifs et Passifs. L'intérêt des actionnaires de la Société Scindée dans Arluy S.L., une société de droit espagnol, ayant son siège social à Poligono, la Portalada, Circunde 26, 26006 Logrono, La Rioja, Espagne (l'Intérêt) et tous les actifs, et passifs liés à l'Intérêt seront répartis et attribués à la Société Bénéficiaire, conformément aux comptes proforma, basés sur le bilan intermédiaire de la Société Scindée daté du 17 août 2010, attaché en annexe 1 à la Proposition.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. LECLERE, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 26 août 2010. Relation: LAC/2010/37669. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg le 03 SEP. 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010122031/116.

(100138182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2010.

Magnisense, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 122.697.

In the year two thousand and ten, on the sixth of September;

Before Us Me Karine REUTER, notary residing in Redange/Attert (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his prevented colleague M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), the latter named shall remain depositary of the present deed;

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the public limited company ("société anonyme") "Magnisense", (the "Company"), established and having its registered office in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 122697, transferred from the British Virgin Islands to Luxembourg, pursuant to a deed of Me Paul DECKER, notary then residing in Luxembourg-Eich, on the 11th of December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 186 of the 15th of February 2007,

and whose articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the said notary Carlo WERSANDT, on the 14th of July 2010, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Mr. Mathieu GANGLOFF, private employee, having his professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Mrs. Aldijana GEGIC, private employee, having her professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

The meeting elects Mrs. Jenny GIAGNORIO, private employee, having her professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. To Increase the share capital of the Company by an amount of EUR 129,666.60 (one hundred twenty-nine thousand six hundred sixty-six Euro and sixty Cents) in order to bring the share capital from its present amount of EUR 76,153.40

(seventy six thousand one hundred fifty-three Euro and forty Cents), represented by 102,910 (one hundred and two thousand nine hundred ten) shares having a par value of EUR 0.74 (seventy-four Euro Cents) each, to EUR 205,820.- (two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro) by way of the increase of the par value of each share from EUR 0.74 (seventy-four Euro cents) to EUR 2.- (two Euro) and acknowledgement that the share capital of the Company in an amount of EUR 205,820.- (two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro) following such increase is consequently represented by 102,910 (one hundred and two thousand nine hundred ten) shares having a par value of EUR 2.- (two Euro) each;

2. Payment of the share capital increase specified in item 1. above by transferring an amount of EUR 129,666.60 (one hundred twenty-nine thousand six hundred sixty-six Euro and sixty Cents) from the Company' share premium account;

3. To subsequently amend article 6.1 of the articles of incorporation of the Company (the Articles) in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 1. above;

4. To amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company or any employee of Maitland Luxembourg S.A. to proceed on behalf of the Company to the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company;

5. To amend article 4 of the Articles so as to read as follows:

“The Company’s object is: the research, development and finalisation of innovative technological products for the purposes of medical and veterinary diagnoses, food safety or water quality monitoring and, in a more general sense, the monitoring of the environment in any of the industrial, institutional or private sectors, the establishment and maintenance of contacts with centres of scientific research active in the field of immunological testing, and the commercialisation and/ or distribution of any related product, instrument or apparatus, the training, research or advisory services which may be associated whether directly or indirectly with any of the aforementioned activities; and more generally any legal, financial, civil or commercial operation whatsoever, which may be associated whether directly or indirectly to this object or to any similar related or complementary object; to participate, be it directly or indirectly, in any industrial, commercial or financial activity or operation in any form whatsoever, including in relation to moveable or immovable property, whether such operation or activity takes place in Luxembourg, France or anywhere else in the world but provided that such operation or activity is associated whether directly or indirectly to the aforementioned object or to any similar, related or complementary object.

The Company may in addition borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.“

6. To consider and approve the steps plan and the conversion report (see enclosed Appendix 1) relating to the conversion of the Company into a Société Européenne;

7. To consider and approve the report from the réviseur d'entreprise (see enclosed Appendix 2) regarding the conversion of the Company into a Société Européenne;

8. To approve the conversion of the Company from a Société Anonyme into a Société Européenne;

9. To approve the restated articles of the Société Européenne (see enclosed Appendix 3);

10. Miscellaneous.

B) That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxy-holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

C) That this meeting has been duly convened by notices containing the agenda and sent to shareholders by registered mail on the 20th of August 2010, as it appears from the copies presented to the meeting.

D) That it appears from the attendance list that from the 102,910 shares currently issued, representing the whole corporate capital, 73,789 shares are present or represented at the meeting and that pursuant to article 67-1 of the law on commercial companies, the present meeting is regularly constituted and can deliberate on the agenda.

The Chairman explained and the meeting noted and confirmed that the provisions of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") and the EC Regulation N° 2157/2001 on the Statute for European company (the "Regulation") have been complied with, namely:

a) in accordance with article 3 of the Law and article 2 (4) of the Regulation, the Company has had a subsidiary company since January 1, 2007, Magnisense France S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of France, with

registered office at 140, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France, registered with the Trade and Companies Registry of Paris under the number B 494 378 573; and

b) pursuant to the minutes of the board of directors dated June 24, 2010, the board of directors has approved the conversion of the corporate form of the Company into a SE and drawn up the terms of conversion into a SE and a report thereon in accordance with article 31-3 (1) of the Law and article 37 (4) of the Regulation.

Then the general meeting, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to increase the subscribed capital of the Company by an amount of EUR 129,666.60 (one hundred twenty-nine thousand six hundred sixty-six Euro and sixty Cents) in order to bring the share capital from its present amount of EUR 76,153.40 (seventy-six thousand one hundred fifty-three Euro and forty Cents), represented by 102,910 (one hundred and two thousand nine hundred ten) shares having a par value of EUR 0.74 (seventy-four Euro Cents) each, to EUR 205,820.- (two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro) by way of the increase of the par value of each share from EUR 0.74 (seventy-four Euro cents) to EUR 2.- (two Euro) and to acknowledge that the share capital of the Company in an amount of EUR 205,820.- (two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro), following such increase, is consequently represented by 102,910 (one hundred and two thousand nine hundred ten) shares having a par value of EUR 2.- (two Euro) each.

Second resolution

The meeting states that the here-before realized capital increase has fully paid up by the current shareholders, in proportion to their participation in the capital of the Company, by transferring the sum of EUR 129,666.60 (one hundred twenty-nine thousand six hundred sixty-six Euro and sixty Cents) from the Company' share premium account to the share capital account.

Proof of the existence of the said share premium account has been given to the officiating notary and all powers are conferred to the board of directors in order to implement the necessary bookkeeping amendments.

Third resolution

The meeting decides, in order to reflect such action, to amend the article 6.1. of the Articles as follows:

" **6.1.** The company has an issued capital of EUR 205,820 (two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro), divided into 102,910 (one hundred and two thousand nine hundred ten) shares with a par value of EUR 2.- (two Euros) each, which have been fully paid up."

Fourth resolution

The meeting resolves to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes and to give power and authority to any director of the Company or any employee of Maitland Luxembourg SA in order to proceed on behalf of the Company to the registration of the above changes in the share register of the Company.

Fifth resolution

The meeting decides to amend the purpose of the Company and to adopt in consequence for the article 4 of the Articles the wording as reproduced under point 5) of the agenda.

Sixth resolution

The meeting, after presentation of the conversion proposal of the Company into a European company (société européenne- SE) dated June 24, 2010 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1422 of July 12th, 2010 and of the report of the board of directors issued on June 24, 2010 in execution of article 31-3 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and of article 37 of the EC regulation N° 2157/2001 of October 8, 2001 on the statute for a European company (société européenne) in order to convert a public limited liability company into a European company ("société européenne"), approves the conversion proposal and the report of the board of director of the Company explaining and justifying the legal and economic aspects of the conversion and the consequences of the adoption of the form of a European company (société européenne) for the shareholders and employees.

Seventh resolution

The meeting decides to change the legal form of the Company in order to transform it from its current form of a public limited liability company (société anonyme) into a European company (société européenne) named "Magnisense SE".

In accordance with article 31-3 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and of article 37 of the EC regulation N°2157/2001 of October 8, 2001 on the statute for a European company (société européenne) in order to convert a public limited liability company into a European company (société européenne), a report from Mr. Phillip VAN DER WESTHUIZEN, residing professionally in Luxemburg, independent auditor, member of the Institut des Réviseurs d'Entreprises has been established on August 6, 2010, a copy thereof is attached to present deed.

The conclusion of the report is the following:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Interim Accounts do not give a true and fair view in all material respects in accordance with Luxembourg law.

We have no further comment to make on the value of the shares of the Company as at 30 June 2010, of which the amount is at least equal to the sum of the issued share capital of EUR 75,293 (represented by 101,747 shares with a par value of EUR 0.74 each), a share premium of EUR 7,672,343 and accumulated losses of EUR 2,616,325."

Eighth resolution

The meeting approves the draft articles of association of the Company as a result of its conversion into a European company (société européenne) as shown by Appendix 3 of the convening notices and decides that such articles of association will read as follows:

Chapter I. Interpretation, Status and Name, Registered office, Objects, Duration, Capital Changes in Capital and Shares

Art. 1. Interpretation. In these Articles, the words standing in the first column of the following table shall bear the meanings set opposite to them respectively in the second column thereof, if not inconsistent with the subject or context:

"Affiliate" means any person that directly or indirectly through one or more intermediaries, controls, is controlled by or is under common control with the subject person;

"Annual General Meeting" means the Annual General meeting required to be held according to Article 11;

"Articles" means these Articles of Incorporation as amended from time to time;

"Business Day" means a day (other than Saturday or Sunday) on which banks generally are open in Luxembourg for a full range of business;

"Company" means Magnisense SE;

"Control" includes the correlative meaning of the terms "controlled by" and "under common control with", and shall mean the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a Shareholder, whether through ownership or voting securities, by contract or otherwise;

"Extraordinary General Meeting" means a General meeting called to perform any action referred to in Article 13;

"Fedoroff" means Mr Michel Fedoroff with professional address at 74, Boulevard d'Italie, MC-98000 Monaco;

"General Meeting" means a duly convened General Meeting of Shareholders, including an Annual General Meeting;

"Law" means the Law of 10 August 1915 governing commercial companies and any modification and re-enactment thereof for the time being in force;

"Management Board" means the management board of the Company as referred to in Article 15;

"Member" means a member of the Management Board;

"Mémorial" means the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

"MiraCeti" means the limited liability company organized and registered under the laws of the Island of Bermuda, with registered office at Milner House, 19, Parliament Street, Hamilton HM12 Bermuda, registered at the Commercial Register of Bermuda under the number 33.589;

"Non-Shareholder" means any person who, at the time of adoption of these Articles, is not a Shareholder;

"Permitted Transferee" means (a) with respect to each Shareholder, any other Shareholder or any Affiliate of the Shareholder purporting to transfer shares, (b) with respect to Fedoroff or his assignees, any legal entity wholly owned by him, and (c) with respect to any Shareholder holding any interest for the Baring Vostok Private Equity Fund, any person or entity that is a limited partner of the Baring Vostok Private Equity Fund or serves as a bare nominee for such fund and/ or its limited partners;

"Register" means the Register of the Shareholders of the Company;

"Regulation" means the Council Regulation (EC) n o 2157/2001 of 8 October 2001 on the statutes for a European company (SE);

"Shares" means the ordinary shares of the Company;

"Shareholder(s)" means any person(s) who for the time being is a registered holder of Shares in the Company;

"Supervisory Board" means the supervisory board of the Company as referred to Article 14;

"The Baring Vostok Private Equity Fund" means the Baring Vostok Private Equity Fund L.P.1, Baring Vostok Private Equity Fund L.P.2, Baring Vostok Private Equity Fund L.P.3 and Baring Vostok Fund Co-Investment L.P., each a limited partnership organised and existing for the purposes of making investments in the Russian Federation and each having a registered address at 13-15 Victoria Road, St Peter Port, GY1 3ZD Guernsey.

Art. 2. Status and Name. There exists a European company (société européenne) under the name Magnisense SE (the Company), governed by the Law, the Regulation, as well as by these Articles.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office is established in the municipality of Luxembourg and may by resolution of the Members of the Company, be transferred from one address to another within that municipality. Transfers to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg may be effected by resolution of Shareholders in Extraordinary General Meeting.

3.2 The Management Board may resolve that the Company establish branches or other offices within the Grand Duchy of Luxembourg or in any other country.

3.3 The registered office of the Company may be transferred within the European Union in accordance with the provisions of the Law.

Art. 4. Objects. The Company's object is: the research, development and finalisation of innovative technological products for the purposes of medical and veterinary diagnoses, food safety or water quality monitoring and, in a more general sense, the monitoring of the environment in any of the industrial, institutional or private sectors, the establishment and maintenance of contacts with centres of scientific research active in the field of immunological testing, and the commercialisation and/or distribution of any related product, instrument or apparatus, the training, research or advisory services which may be associated whether directly or indirectly with any of the aforementioned activities; and more generally any legal, financial, civil or commercial operation whatsoever, which may be associated whether directly or indirectly to this object or to any similar related or complementary object; to participate, be it directly or indirectly, in any industrial, commercial or financial activity or operation in any form whatsoever, including in relation to moveable or immoveable property, whether such operation or activity takes place in Luxembourg, France or anywhere else in the world but provided that such operation or activity is associated whether directly or indirectly to the aforementioned object or to any similar, related or complementary object.

The Company may in addition borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Art. 5. Duration. Subject to the provisions of Article 27 the Company is established for an unlimited duration.

Art. 6. Capital.

6.1 The share capital of the Company is set at two hundred and five thousand eight hundred twenty Euro (EUR 205,820.-) divided into one hundred and two thousand nine hundred ten (102,910) Shares having a par value of two Euro (EUR 2.-) each, which have been fully paid up in cash or in kind.

6.2 The Company shall have an authorised capital of one million Euro (EUR 1,000,000.-) divided into five hundred thousand (500,000) Shares having a par value of two Euro (EUR 2.-) each.

6.3 Two hundred thousand Euro (EUR 200,000) of the authorized share capital shall be reserved for the issue of up to a maximum of one hundred thousand (100,000) Shares upon the exercise of warrants issued by the Company pursuant to Article 8. Payment of the issue price of the Shares issued pursuant to the exercise of such warrants shall be made in cash pursuant the warrant instrument terms.

Art. 7. Changes in share capital.

7.1 Subject to Article 6.3 above and the pre-emption right of Shareholders as set forth in Article 10.2, the Management Board is hereby authorised, on such terms and conditions as it may determine, to issue further Shares, including any right to subscribe for, or to convert any securities into Shares in the Company, so as to bring the total issued capital of the Company up to the total authorised capital in whole or in part from time to time as it in its discretion may determine and to accept subscriptions for such Shares within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of this deed in the Mémorial. The period or extent of this authority may be extended by the Shareholders in Extraordinary General Meeting from time to time. For avoidance of doubt no pre-emptive subscription rights are reserved for existing Shareholders where Shares are issued to warrant holders as envisaged in Article 6.3.

7.2 The Management Board is hereby authorised to determine the conditions attaching to any subscription for Shares under Article 7.1 including the issue of Shares as ordinary or repurchaseable Shares and may from time to time resolve to effect such whole or partial increase by such means as are permitted by the Law, including by the issue of Shares upon the conversion of any net profit of the Company into capital and the attribution of fully paid Shares to Shareholders in lieu of dividends.

7.3 When the Management Board authorises the issuance of additional Shares in terms of the above Articles, it shall be obliged to take steps to amend Article 6 in order to record this increase in issued Shares and the Management Board is further authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the Law.

7.4 When the Management Board issues repurchaseable Shares, it shall ensure that the amendments to Article 6 shall include provisions relating to the repurchaseable rights attaching to such Shares and the conditions for their repurchase.

7.5 The authorised capital may be increased or reduced by a resolution of Shareholders in Extraordinary General Meeting.

Art. 8. Warrants.

8.1 The Company shall issue certificates of entitlement to new Shares ("Warrants") to be issued to such Shareholders named in and according to the provisions of, and in the form or substantially in the form set out in the schedule of, a warrant instrument to be issued by the Company and approved by the Shareholders in a General Meeting.

8.2 The Warrants are transferable in whole or in part to any person who is a Permitted Transferee but may not be transferred to any other person (and any purported transfer of a Warrant in breach of this restriction shall cause the entitlement represented by such Warrant to lapse).

Art. 9. Shares.

9.1 Shares in the Company shall be in registered form.

9.2 Shares may be issued, at the option of the intended holder, in certificates representing single Shares or two or more Shares.

9.3 Share certificates shall be issued in accordance with the provisions of the Law in such form and in such denominations as the Management Board shall determine. Except as provided in Article 9.4, certificates may only be exchanged for other certificates with the consent of the Management Board and subject to such conditions as the Management Board may determine. In the case of joint holders, delivery of a certificate to one shall be delivery to all. Share certificates shall be signed by two Members or by one Member and one officer with due authority from the Management Board and registered as required by the Law. Signatures may be reproduced in facsimile form except in the case of an officer who is not a Member.

9.4 Where part only of the Shares comprised in a certificate for registered Shares is transferred, the old certificate shall be cancelled and a new certificate for the balance of such Shares issued in lieu without charge.

9.5 The registered holder of any registered Share shall be the owner of such Share and the Company shall not be bound to recognise any other claim to or interest in any such Share on the part of any other person.

9.6 The Company shall regard the first named of any joint holder of registered Shares as having been appointed by the joint holders to receive all notices and to give an effectual receipt for any dividend payable in respect of such Shares.

9.7 The Company shall not accept the registration of more than four joint holders of registered Shares and in addition shall have the right at any time to suspend the exercise of any rights attached to any Share until one person is designated to be, for the Company's purposes, owner of the Shares.

9.8 The Register may be closed during such time as the Management Board thinks fit, not exceeding, in the whole, thirty Business Days in each year.

9.9 The Register shall be kept at the registered office and shall be open for inspection by Shareholders between 10h00 and 12h00 on any Business Day.

9.10 If a share certificate is destroyed, damaged or defaced or alleged to have been lost or stolen, a new share certificate representing the same Shares may be issued to the holder upon request subject to delivery up of the old certificate or (if alleged to have been lost or destroyed) compliance with the provisions of the Law.

Art. 10. Issuances and Transfer of shares.

10.1 No new issuance of (other than pursuant to Article 6.3) or transfer of Shares (whether by sale, assignment, pledge, mortgage, gift or any other disposition whatsoever) and whether by the Company or an existing Shareholder shall be made except in accordance with the following:

10.2 Any issuance of or transfer of Shares shall be subject to a right of pre-emption of the existing Shareholders to be exercised within thirty (30) calendar days following the date of notice with regard to such proposed issuance or transfer.

10.3 Any issuance of or transfer of Shares to any Non-Shareholder, shall require the prior written consent of Shareholders holding seventy-five percent or more of the issued share capital of the Company.

10.4 No Shareholder shall without the prior written consent of all other Shareholders mortgage (whether by way of fixed or floating charge), pledge or otherwise encumber any Shares of the Company held by such Shareholder.

10.5 If at any time (i) any Non-Shareholder offers to acquire all or substantially all of the assets or business of the Company or all of the outstanding Shares of the Company, by merger, sale of assets or otherwise and (ii) Shareholders holding seventy-five percent or more of the issued share capital of the Company consent in writing ("Drag-Along Initiators"), then all of the Shareholders shall be obligated to (a) vote all of his, her or its Shares in favor of such transaction, to the extent any such vote is required for the consummation of such transaction, (b) sell, transfer or exchange all of his,

her or its Shares in connection with such transaction on the same terms as those consented to by the Drag-Along Initiators (with appropriate adjustment to reflect the conversion of convertible securities and the preference and priorities of any preferred stock), and (c) execute and deliver such instruments of conveyance and transfer and take such other action, including executing any purchase agreement, merger agreement, indemnity agreement, escrow agreement or related documents, as may be reasonably required by the Company in order to carry out the terms and provisions of this Article 10.5. If a Shareholder fails or refuses to vote or sell his, her or its Shares as required by, or votes his, her or its Shares in contravention of this Article 10.5, then such Shareholder hereby grants to any Member an irrevocable proxy, coupled with an interest, to vote such Shares in accordance with this Article 10.5, and hereby appoints the said Member and his, her or its attorney-in-fact, to sell such Shares in accordance with the terms of this Article 10.5. At the closing of such transaction, all Shareholders shall deliver, against receipt of the consideration payable in such transaction, certificates representing the Shares and sign any such Share transfer form as required by the Law to effect the said transfer. In the event that any Shareholder fails or refuses to comply with the provisions of this Article 10.5, the Company, the Drag-Along Initiators and the purchaser in such transaction, at their option, may elect to proceed with such transaction notwithstanding such failure or refusal and, in such event and upon tender of the specified consideration to any such Shareholder, the rights of any such Shareholder with respect to the Shares of such Shareholder shall cease. The remaining provisions of Article 10 shall not apply in the event of a transaction subject to this Article 10.5.

10.6 Notwithstanding the foregoing, Shares may be transferred at any time by a Shareholder to such Shareholders Permitted Transferee. The Management Board shall be responsible, in its absolute discretion, for determining if a transferee is a Permitted Transferee.

10.7 The Management Board may refuse to accept or give effect to any transfer of the Company's registered Shares, and may refuse to give effect to any instruction regarding the payment of dividends, if the Management Board, after due deliberation and at its sole discretion, believes for any reason that such transfer or instruction:

10.7.1 has been executed or given in circumstances indicating that the Shareholder concerned had not acted of his own volition; or

10.7.2 reflects or was executed pursuant to a confiscatory or expropriatory act of a foreign authority; or

10.7.3 reflects or was executed pursuant to a compulsory transfer under the laws of a foreign jurisdiction for no consideration or for consideration which would be regarded as inadequate in normal business practice.

10.8 The transfer of registered Shares shall take effect upon an entry being made in the Register pursuant to an instrument of transfer, dated and signed by or on behalf of the transferor and the transferee or by their authorised agents, or pursuant to an instrument of transfer or other documents in a form which the Management Board deems in its discretion sufficient to establish the agreement of the transferor to transfer and the agreement of the transferee to accept transfer. Instruments of transfer of registered Shares shall be lodged at a transfer office of the Company accompanied by the certificate or certificates in respect of such Shares as are to be transferred and, if the instrument of transfer is executed by some other person on behalf of the transferor or transferee, evidence for the authority of the person so to do, and/or such other evidence as the Management Board may require to prove title of the transferor or his right to transfer the Shares.

10.9 Any person becoming entitled to Shares in consequence of the death or bankruptcy ("faillite") of any Shareholder, upon producing evidence in respect of which he proposes to act under this Article or of his title, as the Management Board thinks sufficient in its discretion, may be registered as a shareholder in respect of such Shares or may, subject to these Articles, transfer such Shares. Where joint holders are registered holders of a Share or Shares then in the event of the death of any joint holder and in the absence of an appropriate amendment in the Register at the request of the legal successor of the deceased joint holder and the remaining joint holder or holders, the remaining joint holder or holders shall be, for the Company's purposes, the owner or owners of the said Share or Shares and the Company shall recognise no claim in respect of the estate of any deceased joint holder except in the case of the last survivor of such joint holders. The pre-emption right set forth in Article 10.2 shall not apply to transfers of Shares pursuant to this Article 10.9.

10.10 The Company will make no charge in respect of the registration of a transfer or any other document relating to the right of title to any Share.

10.11 The Management Board may require indemnities from any person requesting it to exercise its powers as described in the present Article 10.

Chapter II. Administration and Supervision

Art. 11. General meetings of shareholders.

11.1 The Annual General Meeting shall be held, in accordance with the Law, on the 30th in the month of June each year at 10h00. If this day is not a Business Day, the meeting shall be held on the next Business Day at the same time. The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Management Board, exceptional circumstances so require.

11.2 All General Meetings shall be held either at the registered office of the Company or at any other place in Luxembourg as indicated in the convening notice issued by the Management Board or the Commissaire (as defined in Article 20).

11.3 Notice of General Meetings shall set out the date, place and time of the meeting and the agenda of the meeting and shall be:

11.3.1 either published by insertion twice eight days apart and at least eight days

before the meeting in the Mémorial and in a newspaper of Luxembourg and in a newspaper circulating in such other jurisdictions where Shareholders are known to be resident and shall be sent by ordinary post or otherwise served on all registered Shareholders, at their last known address of record, at least 14 days prior to the date of the meeting excluding the day of posting and the day of the meeting; or

11.3.2 alternatively, at the option of the Company, shall instead only be sent by registered post to all registered Shareholders, at their last known address of record, at least 14 days prior to the date of the meeting excluding the day of posting and the day of the meeting.

11.4 The Agenda for an Extraordinary General Meeting shall also describe any proposed changes to the Articles and, in the case of a proposed change of the object or the form of the Company or a proposed increase of commitments of Shareholders, set out the full text of the proposed amendments.

11.5 The non receipt of a notice of General Meeting sent to addresses of Shareholders recorded in the Register by any person entitled to receive such notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.

11.6 Where all the Shareholders are present or represented and acknowledge having had prior notice of the agenda submitted for their consideration, the General Meeting may take place without convening notices.

11.7 All General and Extraordinary General Meetings shall be conducted as follows:

11.7.1 General and Extraordinary General Meetings shall be presided over by the Chairman or a Vice Chairman of the Management Board (the "Chairman" or "Vice Chairman" respectively) of the Company or, failing them, by a Member appointed by the Management Board. In the event that no Member is present at the meeting the Chairman of the meeting shall be elected by a majority of Shareholders present (or represented) and voting. The agenda for such meetings shall be drawn up by the Management Board and shall be set forth in the convening notice.

11.7.2 The minutes of any General and Extraordinary General Meeting will be recorded by the secretary of the meeting, who need not be a Shareholder and who shall be elected by the meeting, and, unless any Shareholder who is present in person or is represented by proxy wishes to exercise his right to sign the minutes, the minutes will be signed by the Chairman and the Secretary only. The minutes shall record:

- (a) that due notice of the meeting had been properly given to (or had been waived by) all Shareholders;
- (b) the number of Shareholders present or represented and whether or not the meeting was quorate; and
- (c) if the meeting was quorate, that it was properly constituted and could validly deliberate on the matters set out in the agenda.

11.7.3 Only if a majority of Shareholders present or represented at the meeting so resolve, shall scrutineers be appointed and an attendance list recording those Shareholders present or represented be kept. In all other circumstances, the Chairman and the Secretary of the meeting shall be responsible for ensuring and recording in the minutes that all requirements have been or are met as to proper notice, quorum and the required majority for the valid adoption of resolutions.

11.8 The Management Board shall prescribe the conditions to be met by Shareholders in order to attend and vote at a General or an Extraordinary General Meeting including (without limiting the foregoing) the record date for determining the Shareholders entitled to receive notice of and to vote at any such meetings.

11.9 Every Shareholder may vote in person or be represented by a proxy, who need not be a Shareholder. A corporate Shareholder may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer.

11.10 Every Shareholder shall have the right to one vote for every Share held in the Company. Resolutions of General Meetings shall be passed by a majority vote of Shareholders present or represented. Except on proposals to change the nationality of the Company or to increase commitments of Shareholders, which shall require the unanimous consent of all Shareholders of the Company, resolutions of Extraordinary General Meetings amending articles of incorporation shall be passed by the affirmative vote of two thirds (2/3rds) of Shareholders present or represented.

Art. 12. Powers of General Meetings. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The resolutions passed by such a meeting shall be binding upon all the Shareholders. The General Meeting shall have the fullest powers to authorise or ratify all acts taken or done on behalf of the Company.

Art. 13. Extraordinary General Meeting. A General Meeting called in order to amend these Articles, or to do anything required either by the Law or by these Articles to be done at a meeting which meets certain specified conditions as to notice, quorum and majority required by the Law, is referred to in these Articles as an "Extraordinary General Meeting". Subject to the agenda and voting requirements referred to in Articles 11.3 and 11.10 hereof respectively, all or any of the provisions of these Articles may be amended by an Extraordinary General Meeting.

Chapter III. Supervisory Board and Management Board

Art. 14. Supervisory Board.

14.1 Unless and until otherwise determined by Shareholders at an Extraordinary General Meeting, the Company shall be managed by a Management Board, under the supervision of a Supervisory Board, in accordance with the provisions of this Article 14 and Article 60bis-1 to article 60bis-19 of the Law.

14.2 Following a period of two years from the adoption of these Articles during which time the initial Supervisory Board of the Company, as appointed at the adoption of these Articles, shall hold office, a new Supervisory Board of the Company shall be nominated consisting of five (5) members who shall be nominated by the Shareholders on the basis of cumulative voting. The General Meeting of the Shareholders shall appoint the Supervisory Board based on the Shareholders nominations and fill any vacancy caused by the removal, resignation or death of their respective appointees. The number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Supervisory Board shall be determined by a vote exceeding two thirds (2/3rds) of the total issued share capital. The Supervisory Board may adopt Rules of Procedure authorised by the General Meeting of the Shareholders.

14.3 The Supervisory Board appoints from among its members a chairman of the Supervisory Board ("Chairman") and one or more deputy chairmen.

14.4 The Chairman of the Supervisory Board shall preside at meetings of the Supervisory Board and the General Meetings of the Shareholders. In his absence a deputy chairman of the Supervisory Board takes his place.

14.5 The Supervisory Board convenes whenever required by the Company's affairs, at least, however, three times per year. The meetings shall be called by the Chairman of the Supervisory Board or two members of the Supervisory Board. Furthermore, the Supervisory Board shall be convened if so requested by one member of the Supervisory Board.

14.6 The meetings of the Supervisory Board shall be held at the location and the time indicated in the convening notice.

14.7 Except for urgencies the meetings of the Supervisory Board shall be notified in writing at least two (2) days in advance. A convening notice may be dispensed with if all members of the Supervisory Board consent thereto.

14.8 The meetings of the Supervisory Board and its committees may be held by using means of telecommunication (e.g. video conference or telephone facilities) or individual members may attend by using such means of telecommunication.

14.9 In urgent circumstances the Supervisory Board members may cast their vote on items of the agenda in writing, by telefax or telephone; in the latter case a confirmation in writing is required.

14.10 Each Supervisory Board member prevented from attending a meeting can mandate another member of the Supervisory Board in writing to represent him.

14.11 The validity of deliberations made or resolutions passed by the Supervisory Board is subject to a majority of the Supervisory Board members being present, or represented or Supervisory Board members non-present having cast their vote on items of the agenda in writing, by telefax, or telephone thus constituting, if necessary, together with the present or represented members a majority of the Supervisory Board and this is recorded in accordance with section 14.13 of this Article 14.

14.12 The resolutions of the Supervisory Board are passed by simple majority. In the event of a parity of votes among the Supervisory Board members, the Chairman of the Supervisory Board shall not have an additional decisive vote.

14.13 The resolutions passed by the Supervisory Board shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Supervisory Board present at the respective meeting. Minutes signed individually put together establish valid and binding minutes.

14.14 Resolutions signed by all members of the Supervisory Board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

14.15 Copies or extracts of such minutes to be submitted in court or elsewhere are signed by the Chairman of the Supervisory Board or two of its members.

14.16 The supervision and monitoring of the management of the Company by the Management Board is incumbent on the Supervisory Board, which may not interfere with such management.

14.17 The Supervisory Board may, from its midst, constitute committees whose functions and powers are stipulated in Rules of Procedure for the respective committee. To the extent permitted by the Law decision making powers of the Supervisory Board may be transferred to such committees. The provisions of sections 14.6 and 14.13 of this Article apply mutatis mutandis.

Art. 15. Management Board.

15.1 The Management Board of the Company shall be composed of at least three (3) members. The Management Board shall be appointed by the Supervisory Board which determines the number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Management Board. The Management Board may adopt Rules of Procedure authorised by the Supervisory Board.

15.2 The Management Board appoints, from among its members a chairman of the Management Board ("Chairman").

15.3 The Chairman of the Management Board shall preside at meetings of the Management Board. In his absence the longest serving member of the Management Board takes his place.

15.4 The Management Board convenes whenever required by the Company's affairs. The meetings shall be called by the Chairman of the Management Board or, in his absence, by the longest serving member of the Management Board. Furthermore, the Management Board shall be convened if so requested by one member of the Management Board.

15.5 The meetings of the Management Board shall be held at the location and the time indicated in the convening notice. The Management Board shall meet at least three (3) times per year at a location and time indicated in the convening notice.

15.6 Except for urgencies, the Management Board shall be notified in writing by a convening notice at least 2 days in advance of the meetings. However, a convening notice may be waived by the Management Board if all members of the Management Board consent thereto and if such consent is recorded in the minutes in accordance with section 15.11 of this Article.

15.7 In urgent circumstances the members of the Management Board may cast their vote on items of the agenda in writing, by telefax or telephone; in the latter case a confirmation in writing is required.

15.8 Each member of the Management Board prevented from attending a meeting can mandate another member of the Management Board member in writing to represent him.

15.9 The validity of deliberations made or resolutions passed by the Management Board is subject to a majority of the members of the Management Board being present, or represented or members of the Management Board non-present having cast their vote on items of the agenda in writing, by telefax or telephone thus constituting, if necessary, together with the present or represented members a majority of the Management Board and this is recorded in accordance with section 15.11 of this Article.

15.10 The resolutions of the Management Board are passed by simple majority. In the event of a parity of the votes the vote of the Chairman of the Management Board shall decide.

15.11 The resolutions passed by the Management Board shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Management Board present at the respective meeting. Minutes signed individually put together establish valid and binding minutes.

15.12 Resolutions signed by all members of the Management Board will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

15.13 The Management Board reports at least every three (3) months in writing to the Supervisory Board.

15.14 Copies or extracts of such minutes to be submitted in court or elsewhere are signed by the Chairman of the Management Board or two of its members.

Art. 16. Powers of the Management Board.

16.1 The management of the Company is incumbent on the Management Board and for this it has the most extensive powers to perform all such acts as are necessary or useful to further the objects of the Company. Its competence extends to all legal acts which are not, expressly by the Regulation, the Law or these Articles, the prerogative of the General Meeting or the Supervisory Board.

16.2 The Company shall, in the context of the daily management, be represented by two persons who have either, in accordance with section 16.1 of this Article, been appointed as members of the Management Board, or are authorised to represent the Company by virtue of a power of attorney granted to them.

16.3 The Company may, in specific cases, be represented by one person alone provided two individuals authorised in accordance with section 16.2 of this Article have issued a power of attorney in that person's favour.

16.4 In transactions beyond the scope of the daily management the Company is represented jointly by two members of the Management Board.

Art. 17. Invalidity and Liability towards third parties.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Members of the Management Board or Supervisory Board or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation, firm or other entity.

17.2 Any Member of the Management Board or Supervisory Board or officer who is a director, officer or employee of any corporation, firm or other entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3 In the event that any Member of the Management Board or Supervisory Board or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Member or officer shall make known to the Management Board such personal interest and shall not consider or form part of any quorum or vote on any such transaction; such transaction, and such Member's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding General Meeting.

Art. 18. Signature. The Company will be bound by the joint signatures of any two members of the Management Board or by the joint signatures of a member of the Management Board and a person to whom authority has been delegated by the Management Board or by the joint signatures of any two persons to whom authority has been delegated by the Management Board.

Art. 19. Indemnity and Responsibility.

19.1 Subject to Article 19.3, every Member and other officer, servant or agent of the Company shall be indemnified by the Company against, and it shall be the duty of the Management Board out of the funds of the Company to pay all damages, charges, costs, losses and expenses which any such Member, officer, servant or agent may incur or become liable to by reason of any contract entered into or act or deed done or omitted by him as such Member, officer, servant or agent in connection with any action or proceeding (including any proceedings in respect of any matter mentioned in Article 19.3) which are unsuccessful or which are settled, provided in the latter case, the legal adviser to the Company advises that in his opinion, had the matter proceeded to final judgment, the Member, officer, servant or agent would not have been liable in respect of such matter mentioned in Article 19.3 to which he may be made a party by reason of his having acted as such or by reason of his having been, at the request of the Company, a director or officer of any other company of which the Company is a direct or indirect shareholder and in respect of which he is not entitled to be otherwise fully indemnified, or in any way in the discharge of his duties including travelling expenses.

19.2 Subject to Article 19.3, no Member, officer, servant or agent of the Corporation shall be liable for the acts, receipts, neglects or defaults of any other Member, officer, servant or agent or for joining in any receipt or other act for conformity, or for any loss or expense happening to the Company through the insufficiency or deficiency of title to any property acquired by order of the Management Board for or on behalf of the Company, or for the insufficiency or deficiency of any security in or upon which any of the moneys of the Company shall be invested, or for any loss or damage arising from the bankruptcy ("faillite"), insolvency or wrongful act of any person with whom any moneys, securities or effects shall be deposited, or for any loss or damage occasioned by any error of judgment or oversight on his part or for any other loss, damage or misfortunes whatever which shall happen in the execution of the duties of his office or in relation thereto.

19.3 A Member shall be liable and shall not be indemnified by the Company in respect of loss or damage:

19.3.1 to the Company, when the same is finally adjudged in legal proceedings to have occurred through his own gross negligence or willful act or default; or

19.3.2 to the extent provided in the Law but no further, to the Company or to third parties when the same is finally adjudged in legal proceedings to have resulted from any breach of the Law on Commercial Companies, as amended or of these Articles unless the Member did not participate in such breach, unless no fault is attributable to the Member and unless the Member notifies the breach to the next General Meeting.

19.4 Should any part of Article 19.1 or 19.2 be invalid for any reason, or should any rule of law modify the extent to which such Articles may be applied, the Articles shall nevertheless remain valid and enforceable to the extent that they are not invalid or modified.

Art. 20. Commissaire.

20.1 The financial situation of the Company shall be monitored and its books of account verified by a Commissaire who may be the auditor of the Company but who shall not otherwise be associated with the Company.

20.2 The Commissaire shall be appointed by the General Meeting for a period ending at the date of the next Annual General Meeting and until his successor is elected. The Commissaire shall remain in office until re elected or until his successor is elected.

20.3 The Commissaire in office may be removed from office at any time by the General Meeting with or without cause.

20.4 In the event that the criteria laid down by the Law are met, the Commissaire shall be replaced by a "réviseur d'entreprises" to be appointed by the General Meeting from the members of the "Institut des Réviseurs d'Entreprises".

Art. 21. Remuneration of Members and Commissaire. The General Meeting may allocate to the Members and Commissaire fixed or proportional emoluments and attendance fees, to be charged to general expenses.

Chapter IV. Financial year, Financial statements, Appropriation of profits

Art. 22. Financial year. The financial year of the Company shall commence on 1 January in each year and end on the last day of December of the same year.

Art. 23. Financial statements.

23.1 The Management Board shall prepare a balance sheet and profit and loss account of the Company in respect of each financial year.

23.2 Every balance sheet and profit and loss account shall be drawn up in accordance with generally accepted accounting principles and the applicable law.

Art. 24. Adoption of accounts.

24.1 The Annual General Meeting shall be presented with reports by the Members and Commissaire and shall consider and, if it thinks fit, adopt the balance sheet and profit and loss account.

24.2 After adoption of the balance sheet and profit and loss account, the Annual General Meeting may by separate vote discharge the Members and Commissaire from any and all liability to the Company in respect of any loss or damages arising out of or in connection with any acts or omissions by or on the part of the Members and Commissaire made or done in good faith and without gross negligence. A discharge shall not be valid should the balance sheet contain any omission or any false or misleading information distorting the real state of affairs of the Company or record the execution of acts not specified in these Articles unless they have been specifically indicated in the convening notice.

Art. 25. Appropriation of profits.

25.1 The surpluses, as shown in the accounts, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciation, shall constitute the net profit of the Company.

25.2 From the net profit thus determined shall be deducted five per cent, to be appropriated to the legal reserve. This deduction shall cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund shall have reached one tenth of the subscribed share capital. The appropriation of the balance of the profit, after provision for taxation, if applicable, has been made, shall be determined by the Annual General Meeting upon proposal by the Management Board.

25.3 This appropriation may include the distribution of dividends, creation or maintenance of reserve funds and provisions, and determination of the balance to be carried forward.

25.4 Any dividends distributed shall be paid at the places and at the time fixed by the Management Board. The General Meeting may authorise the Management Board to pay dividends in any currency and, at its sole discretion, fix the rate of conversion of the dividends into the currency of the actual payment.

25.5 No dividend may be declared by the General Meeting unless the Company is able to meet the criteria of liquidity laid down by Article 72.3 of the Law.

Art. 26. Interim dividends. Payment on account of dividends may be made in accordance with the provisions of the Law as it may apply at the time such payment is made.

Chapter V. Dissolution and Liquidation

Art. 27. Dissolution. The Extraordinary General Meeting may at any time decide to dissolve the Company. The General Meeting shall determine the method of liquidation and shall appoint one or several liquidators to deal with all the assets of the Company and to settle the liabilities of the Company. From the net assets arising out of the liquidation and settlement of liabilities there shall be deducted a sum required for the reimbursement of the paid up and non redeemed amount of the Shares. The balance shall be allocated equally between all the Shares.

Chapter VI. General

Art. 28. Applicable Law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and the Regulation.

Save as otherwise stated in these Articles, the Law shall apply.

Art. 29. Prevailing version. In the event of a conflict between the English and French version of these Articles of Incorporation the English version shall prevail.

There being no further business on the agenda, the Chairman has adjourned the meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately four thousand Euros.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le six septembre;

Par devant Nous Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Magnisense", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 122697, transférée des Iles Vierges Britanniques vers le Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 11 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 186 du 15 février 2007,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par ledit notaire Carlo WERSANDT, en date du 14 juillet 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Mathieu GANGLOFF, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Aldijana GEGIC, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

L'assemblée choisit Mademoiselle Jenny GIAGNORIO, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 129.666,60 (cent vingt-neuf mille six cent soixante-six Euros et soixante Cents) afin de porter le capital social de son montant actuel de EUR 76.153,40 (soixante-seize mille cent cinquante-trois Euros et quarante Cents), représenté par 102.910 (cent deux mille neuf cent dix) actions ayant une valeur nominale de EUR 0,74 (soixante-quatorze Euro-Cents) chacune, à EUR 205.820,- (deux cent cinq mille huit cent vingt Euros) moyennant augmentation du pair comptable de chaque action de EUR 0,74 (soixante-quatorze Euro-Cents) à EUR 2,- (deux Euros) et constatation que le capital social de la Société d'un montant de EUR 205.820,- (deux cent cinq mille huit cent vingt Euros) suite à une telle augmentation est conséquemment représentée par 102.910 (cent deux mille neuf cent dix) actions ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune;

2. Libération de l'augmentation du capital social mentionnée au point 1. ci-avant en transférant le montant de EUR 129.666,60 (cent vingt-neuf mille six cent soixante-six Euros et soixante Cents) du compte de prime d'émission de la Société;

3. Modification subséquente de l'article 6.1 des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation de capital social adoptée sous le point 1. ci-avant;

4. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, avec pouvoir et autorité accordés à tout administrateur de la Société et à tout employé de Maitland Luxembourg SA afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des changements ci-avant dans le registre des actionnaires de la Société;

5. Modification de l'article 4 des Statuts afin d'être lu comme suit:

"La Société a pour objet: la recherche, le développement, la mise au point de produits en découlant, dans le domaine de technologies innovantes pour le diagnostic médical, le diagnostic vétérinaire, la sécurité agroalimentaire, le suivi de la qualité de l'eau et de façon plus générale de l'environnement en milieu industriel, institutionnel ou privé, l'établissement et le maintien de contacts avec des centres scientifiques actifs dans le domaine des tests immunologiques, ainsi que toutes opérations de commercialisation et de distribution des produits ou équipements, de formation, d'études et de conseil liées directement ou indirectement aux activités précitées; et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires; la participation, directe ou indirecte, de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques."

6. Présentation et approbation du plan d'étapes et du rapport de transformation (voir Annexe I ci-jointe) relatif à la transformation de la Société en Société Européenne;

7. Présentation et approbation du rapport du réviseur d'entreprise (voir Annexe 2 ci-jointe) relatif à la transformation de la Société en Société Européenne;

8. Approbation de la transformation de la Société d'une société anonyme en Société Européenne;

9. Approbation des articles reformulés de la Société Européenne (voir Annexe 2 ci-jointe);

10. Divers.

B) Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

C) La présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour adressées aux actionnaires par lettres recommandées à la poste le 20 août 2010, comme il résulte des copies présentées à l'assemblée.

D) Qu'il appert de la liste de présence que sur les 102.910 actions actuellement en circulation, représentatives de l'intégralité du capital social, 73.789 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée et que selon l'article 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour.

Le Président a expliqué et l'assemblée a constaté et confirmé que les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et le Règlement CE n° 2157/2001 relatif au statut de la société européenne (le "Règlement") ont été respectées, notamment:

a) conformément à l'article 3 de la Loi et l'article 2 (4) du Règlement, la Société a une filiale depuis le 1^{er} janvier 2007, Magnisense France S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois de France, avec siège social à 140, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, France, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 494 378 573; et

b) en vertu du procès-verbal du conseil d'administration du 24 juin 2010, le conseil d'administration a approuvé la transformation de la forme sociétaire de la Société en SE et établi le projet de transformation et un rapport y relatif, conformément à l'article 31-3 (1) de la Loi et à l'article 37 (4) du Règlement.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 129.666,60 (cent vingt-neuf mille six cent soixante-six Euros et soixante Cents) afin de porter le capital social de son montant actuel de EUR 76.153,40 (soixante-seize mille cent cinquante-trois Euros et quarante Cents), représenté par 102.910 (cent deux mille neuf cent dix) actions ayant une valeur nominale de EUR 0,74 (soixante-quatorze Euro-Cents) chacune, à EUR 205.820,- (deux cent cinq mille huit cent vingt Euros) moyennant augmentation du pair comptable de chaque action de EUR 0,74 (soixante-quatorze Euro-Cents) à EUR 2,- (deux Euros) et constate que le capital social de la Société d'un montant de EUR 205.820,- (deux cent cinq mille huit cent vingt Euros), suite à une telle augmentation, est conséquemment représenté par 102.910 (cent deux mille neuf cent dix) actions ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée constate que l'augmentation ci-avant réalisée a été intégralement libérée par les actionnaires existants proportionnellement à leur participation dans le capital social de la Société, en transférant la somme de EUR 129.666,60 (cent vingt-neuf mille six cent soixante-six Euros et soixante Cents) du compte "prime d'émission" de la Société au compte "capital social".

Preuve de l'existence dudit compte prime d'émission a été donnée au notaire instrumentant et tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Troisième résolution

L'assemblée décide, afin de refléter ce qui précède, de modifier l'article 6.1. des Statuts comme suit:

" **6.1.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 205.820,- (deux cent cinq mille huit cent vingt Euros) divisé en 102.910 (cent deux mille neuf cent dix) actions avec une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune, entièrement libérées."

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et de donner pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société ou à tout employé quel qu'il soit de Maitland Luxembourg SA afin de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des changements ci-avant dans le registre des actions de la Société.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour l'ancien article 4 des Statuts la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 5).

Sixième résolution

L'assemblée, après présentation du projet de transformation de la Société en société européenne daté du 24 juin 2010 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1422 du 12 juillet 2010 et du rapport émis en date du 24 juin 2010 en application de l'article 31-3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et de l'article 37 du règlement CE n° 2157/2001 du 8 octobre 2001 sur le statut de société européenne relatif à la transformation d'une société anonyme en société européenne, approuve le projet de transformation et le rapport du conseil d'administration expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et les conséquences de l'adoption de la forme de la société européenne pour les actionnaires et les salariés.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la forme juridique de la Société de sa forme actuelle de société anonyme en société européenne sous la dénomination "Magnisense SE".

En accord avec l'article 31-3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, modifié et de l'article 37 de règlement CE n° 2157/2001 du 8 octobre 2001 sur le statut de société européenne relatif à la transformation d'une société anonyme en société européenne, un rapport de Monsieur Phillip VAN DER WESTHUIZEN, demeurant professionnellement à Luxembourg, auditeur indépendant, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, a été établi le 6 août 2010, une copie duquel est attachée à la présente.

La conclusion de ce rapport est la suivante:

"Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Interim Accounts do not give a true and fair view in all material respects in accordance with Luxembourg law.

We have no further comment to make on the value of the shares of the Company as at 30 June 2010, of which the amount is at least equal to the sum of the issued share capital of EUR 75,293 (represented by 101,747 shares with a par value of EUR 0.74 each), a share premium of EUR 7,672,343 and accumulated losses of EUR 2,616,325."

Huitième résolution

L'assemblée approuve les statuts de la Société tels qu'ils résultent de la transformation en société européenne comme présentés par l'Annexe 3 des lettres de convocation et décide que lesdits statuts se liront comme suit:

Chapitre I^{er} . Interprétation, Statuts et Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital Modifications du Capital et Actions

Art. 1^{er} . Interprétation. Dans les présents Statuts, les mots indiqués dans la première colonne de la table suivante ont le sens décrit en face d'eux respectivement dans la deuxième colonne, sauf contradictions avec le sujet ou le texte:

"Affilié" signifie toute personne qui, directement, ou indirectement à travers un ou plusieurs intermédiaires, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec la personne du sujet;

"Assemblée Générale Annuelle" signifie l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir conformément à l'Article 11;

"Statuts" signifie ces Statuts tels que modifiés de temps en temps;

"Jour Ouvrable" signifie un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant lequel les banques sont, en principe, ouvertes à Luxembourg pour toutes les activités;

"Société" signifie Magnisense SE;

"Contrôle" inclut le sens corrélatif des termes "contrôlé par" et "sous contrôle commun avec", et signifiera la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de diriger ou d'influencer la direction de la gestion et des principes d'un Actionnaire, que ce soit par propriété ou par titres auxquels sont attachés un droit de vote, par contrat ou autrement;

"Assemblée Générale Extraordinaire" signifie une Assemblée Générale convoquée pour accomplir une action prévue à l'Article 13;

"Fedoroff" signifie M. Michel Fedoroff avec adresse professionnelle au 74, Boulevard d'Italie, MC-98000 Monaco;

"Assemblée Générale" signifie une Assemblée Générale des Actionnaires dûment convoquée, y compris une Assemblée Générale Annuelle;

"Loi" signifie la Loi du 10 août 1915 gouvernant les sociétés commerciales ainsi que toute modification et remise en vigueur afférente;

"Conseil de Gérance" signifie le conseil de gérance de la Société tel que décrit dans l'Article 15;

"Membre" signifie un membre du Conseil de Gérance;

"Mémorial" signifie le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

"MiraCeti" signifie la société à responsabilité limitée constituée et incorporée selon les lois des Bermudes, dont le siège social est à Milner House, 19, Parliament Street, Hamilton HM12 Bermudes, enregistrée au Registre du Commerce des Bermudes sous le numéro 33.589;

"Non-Actionnaire" signifie toute personne qui, au moment de l'adoption de ces Statuts, n'est pas Actionnaire;

"Cessionnaire Autorisé" signifie (a) en ce qui concerne tous les Actionnaires, un autre Actionnaire quelconque ou tout Affilié d'un tel Actionnaire qui se propose de transférer des Actions, (b) en ce qui concerne Fedoroff ou ses ayants droit,

toute entité juridique entièrement possédée par lui, et (c) en ce qui concerne tout Actionnaire ayant un intérêt dans le Baring Vostok Private Equity Fund, toute personne ou entité qui est un "limited partner" du Baring Vostok Private Equity Fund ou qui agit en tant que prête-nom pour un tel fonds et /ou ses "limited partners".

"Registre" signifie le Registre des Actionnaires de la Société;

"Règlement" signifie le règlement du Conseil (CE) n°2157/2001 du 8 octobre 2001 sur le statut de société européenne (SE);

"Actions" signifie les actions ordinaires de la Société;

"Actionnaire(s)" signifie toute personne qui est pour le moment sur le registre des détenteurs d'Actions de la Société;

"Conseil de Surveillance" signifie le conseil de surveillance de la Société tel que décrit à l'Article 14;

"The Baring Vostok Private Equity Fund" signifie The Baring Vostok Private Equity Fund L.P.1, Baring Vostok Private Equity Fund L.P.2, Baring Vostok Private Equity Fund L.P.3 et Baring Vostok Fund Co-Investment L.P., chacune une société à responsabilité limitée constituée et existant pour les besoins d'investissements en Fédération de Russie et chacune ayant son siège social au 13-15 Victoria Road, St Peter Port, GY1 3ZD Guernesey.

Art. 2. Statuts et Dénomination. Il existe une société européenne sous la dénomination de Magnisense SE (la Société), régie par la Loi, le Règlement ainsi que par les présents Statuts.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il peut par décision des Membres être transféré d'une adresse à une autre endéans cette commune. Des transferts à un autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg peuvent être effectués par une décision en Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

3.2 Le Conseil pourra décider l'établissement de filiales ou d'autres bureaux de la société à l'intérieur ou à l'extérieur du Grand-Duché.

3.3 Le siège social de la Société pourra être transféré à l'intérieur de l'Union Européenne en accord avec les dispositions de la Loi.

Art. 4. Objet. La société a pour objet: la recherche, le développement, la mise au point de produits en découlant, dans le domaine de technologies innovantes pour le diagnostic médical, le diagnostic vétérinaire, la sécurité agroalimentaire, le suivi de la qualité de l'eau et de façon plus générale de l'environnement en milieu industriel, institutionnel ou privé, l'établissement et le maintien de contacts avec des centres scientifiques actifs dans le domaine des tests immunologiques, ainsi que toutes opérations de commercialisation et de distribution des produits ou équipements, de formation, d'études et de conseil liées directement ou indirectement aux activités précitées; et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires; la participation, directe ou indirecte, de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

Art. 5. Durée. La durée de la société est illimitée, sous réserve des dispositions de l'Article 27.

Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social souscrit de la Société et fixé à deux cent cinq mille huit cent vingt euros (EUR 205.820), divisé en cent deux mille neuf cent dix (102.910) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, entièrement libérées en espèces ou en nature.

6.2 Le capital autorisé de la Société est établi à un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) représenté par cinq cent mille (500.000) Actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune.

6.3 Deux-cent mille Euro (EUR 200.000) du capital autorisé seront réservés pour l'émission d'un maximum de cent mille (100.000) Actions au regard de l'exercice de garanties émises par la Société conformément à l'Article 8. Le paiement

du prix d'émission des Actions émises conformément à l'exercice de telles garanties sera effectué en espèces conformément aux termes de l'instrument de garantie.

Art. 7. Modifications du Capital Social.

7.1 Sous condition de l'Article 6.3 ci-dessus et du droit de préemption des Actionnaires exposé à l'Article 10.2, le Conseil de Gérance est autorisé par les présents, selon les termes et conditions qu'il fixera, à émettre des Actions supplémentaires, y compris tout droit d'y souscrire, ou de convertir des titres en Actions de la Société, de façon à ce que le total du capital social souscrit et émis de la société atteigne le total du capital autorisé, en une fois ou en tranches successives à la seule discrétion du Conseil et à accepter des souscriptions pour ces Actions endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de constitution au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations. La durée ou l'extension de ce pouvoir peut être prolongée de temps en temps par les Actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire. Pour éviter le doute, aucun droit de souscription préemptif ne sera réservé aux Actionnaires existants lorsque les Actions seront émises aux détenteurs de garanties comme il a été envisagé à l'Article 6.3.

7.2 Le Conseil de Gérance est également autorisé par les présents, à fixer les conditions de toute souscription d'actions conformément à l'article 6.1, y compris l'émission d'Actions ordinaires ou rachetables et à décider de temps en temps l'émission d'actions représentant tout ou partie de cette augmentation par les moyens autorisés par la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ("la loi"), y compris par l'émission d'Actions résultant de la conversion de bénéfice net de la Société en capital et l'attribution aux actionnaires d'Actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

7.3 Lorsque le Conseil de Gérance autorisera l'émission d'Actions supplémentaires dans le cadre des Articles précités, il sera tenu de faire modifier l'Article 6 des statuts de manière à refléter cette augmentation en Actions émises et le Conseil sera en outre autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre et la publication de cette modification en concordance avec la loi.

7.4 Lorsque le Conseil de Gérance émettra des Actions rachetables, il s'assurera que les modifications apportées à l'Article 6 comprendront des dispositions relatives aux droits de rachat afférents à ces Actions et aux conditions de leur rachat.

7.5 Le capital autorisé peut être augmenté ou réduit par résolution des Actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire.

Art. 8. Garanties.

8.1 La Société émettra des certificats de droit aux nouvelles Actions ("Garanties") qui seront émis aux Actionnaires nommés dans, et en accord avec les dispositions de, et dans la forme ou substantiellement dans la forme exposée dans la liste de, un instrument de garantie devant être émis par la Société et approuvé par les Actionnaires en Assemblée Générale.

8.2 Les Garanties sont transférables en totalité ou en partie à toute personne qui est un Cessionnaire Autorisé mais ne peuvent être transférées à aucune autre personne (et tout prétendu transfert d'une Garantie violant cette restriction signifiera la défaillance du droit représenté par cette Garantie).

Art. 9. Actions.

9.1 Les Actions de la Société sont nominatives.

9.2 Les actions de la société peuvent être émises, au choix du futur propriétaire, en certificats représentatifs d'Actions unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs Actions.

9.3 Les certificats d'Actions seront émis selon les dispositions de la Loi dans la forme et les dénominations déterminées par le Conseil de Gérance. Excepté dans le cas prévu à l'Article 9.4, les certificats pourront seulement être échangés contre d'autres avec le consentement du Conseil de Gérance et sous réserve des conditions déterminées par le Conseil de Gérance. Dans le cas de codétenteurs, la remise d'un certificat à l'un d'entre eux équivaudra à la remise à tous. Les certificats seront signés par deux Membres ou par un Membre et un agent dûment autorisé par le Conseil de Gérance et enregistré comme la Loi le requiert. Les signatures pourront être reproduites sous forme de facsimilé sauf dans le cas où l'agent n'est pas Membre.

9.4 Lorsqu'une partie seulement des Actions représentées par un certificat d'Actions nominatives est transférée, l'ancien certificat sera annulé et un nouveau certificat représentant le solde des Actions sera émis en remplacement, sans frais.

9.5 Le détenteur déclaré d'une Action nominative sera le propriétaire de cette Action et la Société ne sera nullement tenue de reconnaître les revendications ni les intérêts suscités par cette Action qui émaneraient de qui que ce soit d'autre.

9.6 La société considérera la première personne citée parmi les codétenteurs d'Actions nominatives comme ayant été désignée par les codétenteurs pour recevoir toutes les convocations et donner en bonne et due forme un reçu pour tout dividende payable afférent à ces Actions.

9.7 La société n'acceptera pas d'enregistrer plus de quatre codétenteurs d'Actions nominatives et en outre aura le droit à tout moment de suspendre l'exercice des droits rattachés à une Action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée, aux fins de la société, comme étant le propriétaire des Actions.

9.8 Le Registre des Actionnaires de la Société ("le Registre") pourra être clôturé pendant la durée que le Conseil de Gérance jugera bon, sans excéder, en tout et pour chaque année, une durée de trente jours qui sont des Jours Ouvrables à Luxembourg.

9.9 Le Registre sera conservé au siège social de la société et sera disponible pour inspection par les Actionnaires tous les jours ouvrables à Luxembourg entre 10h00 et 12h00.

9.10 Lorsqu'un certificat d'actions aura été détruit, endommagé ou lacéré, ou apparemment perdu ou volé, un nouveau certificat d'actions représentant les mêmes actions pourra être émis au détenteur sur demande sous réserve de la délivrance de l'ancien certificat ou (s'il a été apparemment perdu ou détruit) en conformité avec les dispositions afférentes de la Loi applicable.

Art. 10. Emissions et Transfert d'actions.

10.1 Aucune nouvelle émission de (autre que conformément à l'Article 6.3) ou transfert d'Actions (que ce soit par vente, assignation, promesse, hypothèque, don ou toute autre disposition quelle qu'elle soit) et que ce soit par la Société ou un Actionnaire existant, sera faite en accord avec ce qui suit:

10.2 Toute émission de ou transfert d'Actions sera sujet à ce qu'un droit de préemption des Actionnaires existants soit exercé endéans trente (30) jours calendaires suivant la date de notification concernant cette émission ou ce transfert proposés.

10.3 Toute émission de ou transfert d'Actions à tout Non-Actionnaire requerra le consentement préalable et écrit d'Actionnaires détenant soixante-quinze pourcent ou plus du capital émis de la Société.

10.4 Aucun Actionnaire ne pourra, sans le consentement préalable et écrit de tous les autres Actionnaires, hypothéquer (que ce soit par voie de charge fixe ou flottante), promettre ou autrement grever toute Action de la Société détenue par cet Actionnaire.

10.5 Si à quelque moment que ce soit (i) un quelconque tiers Non-Actionnaire de la Société offre d'acquérir l'intégralité ou substantiellement l'intégralité des avoirs ou des affaires de la Société ou l'intégralité des Actions de la Société en circulation, par le biais de fusion, vente d'avoirs ou autrement, et (ii) que des Actionnaires détenant au moins 75% des Actions de la Société alors en circulation y consentent par écrit (les "Initiateurs de Droits de Vente Forcée"), alors tous les Actionnaires seront tenus (a) de voter pour l'intégralité de leurs Actions en faveur de cette transaction, dans la mesure où un tel vote est exigé pour mettre en œuvre une telle transaction, (b) de vendre, céder ou échanger l'ensemble de ses Actions en rapport avec une telle transaction aux mêmes termes et conditions que ceux consentis par les Initiateurs de Droits de Vente Forcée (avec un ajustement approprié permettant de refléter la conversion des titres convertibles et le privilège et les priorités de tous titres privilégiés), et (c) d'exécuter et livrer les instruments de transfert et de cession et d'accomplir toutes autres actions, y compris l'exécution de tout contrat d'achat, contrat de fusion, convention d'indemnité, contrat de dépôt ou documents pertinents qui y sont rattachés et qui pourraient raisonnablement être exigés par la Société afin de mettre à exécution les termes et les dispositions du présent Article 10.5. Au cas où un Actionnaire manquerait à ou refuserait de voter ou vendre ses Actions ainsi qu'il est requis de le faire ou émet un vote sur ses Actions en contravention avec le présent Article 10.5, cet Actionnaire confère par les présents à n'importe quel Actionnaire de la Société un mandat irrévocable, assujéti d'un intérêt, aux fins d'émettre un vote en relation avec ses Actions conformément au présent Article 10.5, et nomme par les présents ledit Actionnaire et son fondé de pouvoirs, aux fins de vendre ces Actions conformément au présent Article 10.5. A la clôture de cette transaction, tous les Actionnaires procéderont à la livraison, contre réception du prix payable lors d'une telle transaction, des certificats représentant les Actions et à la signature des formulaires de cession des Actions avec tous endossements nécessaires requis par la Loi aux fins d'effectuer ladite cession. Au cas où un quelconque

Actionnaire manquerait à ou refuserait de se conformer aux dispositions du présent Article 10.5, la Société, les Initiateurs de Droits de Vente Forcée et l'acheteur dans le cadre de cette transaction pourront, à leur entière discrétion, choisir de procéder à cette transaction nonobstant ce manquement ou ce refus et, dans ce cas et sur offre du prix spécifié à cet Actionnaire, les droits de cet Actionnaire rattachés aux Actions de cet Actionnaire seront déchés. Les autres dispositions de l'Article 10 ne s'appliqueront pas dans le cas d'une transaction conforme à cet Article 10.5.

10.6 Excepté pour ce qui est indiqué ci-dessus, les Actions pourront être cédées à tout moment par un Actionnaire au Cessionnaire Autorisé des Actionnaires. Le Conseil de Gérance aura la responsabilité de déterminer, à sa discrétion absolue, si un cessionnaire est un Cessionnaire Autorisé.

10.7 Le Conseil de Gérance pourra refuser d'accepter ou de donner effet à tout document de transfert d'Actions nominatives de la Société, et pourra refuser de donner effet à toute instruction relative au paiement de dividendes, si le Conseil de Gérance, après délibération en bonne et due forme et à sa seule discrétion, est d'avis, pour quelque raison que ce soit, que ce document de transfert ou cette instruction:

10.7.1 a été exécuté ou donné dans des circonstances indiquant que l'Actionnaire concerné n'a pas agi de son plein gré; ou

10.7.2 reflète ou a été exécutée conformément à un acte de confiscation ou d'expropriation d'une autorité étrangère; ou

10.7.3 reflète ou a été exécuté conformément à un transfert force en vertu des lois d'une juridiction étrangère effectué sans dédommagement ou avec un dédommagement considéré comme insuffisant dans la pratique courante des affaires.

10.8 Le transfert d'Actions nominatives prendra effet avec une inscription faite dans le Registre sur base d'un acte de transfert, daté et signé par et pour le compte du cédant et du cessionnaire ou par leur agent autorisé à ces fins, ou suivant un acte de transfert ou d'autres documents que le Conseil de Gérance jugera à sa discrétion suffisants pour établir l'accord du cédant pour transférer et du cessionnaire pour accepter. Les actes de transfert d'Actions nominatives resteront au bureau de transfert de la Société et seront accompagnés par le ou les certificats relatifs aux Actions à transférer et, si l'acte de cession est exécuté par une autre personne pour le compte du cédant ou du cessionnaire, par la preuve de l'autorisation pour cette personne de le faire, et/ou toute autre preuve que le Conseil de Gérance exigera pour témoigner du titre de propriété du cédant ou de son droit de céder les Actions.

10.9 Toute personne ayant droit à des Actions suite au décès ou à l'insolvabilité (faillite) d'un Actionnaire, en donnant la preuve en vertu de laquelle elle accepte d'agir selon cet Article ou selon son titre, comme le Conseil de Gérance le juge à sa discrétion suffisant, pourra être enregistré en tant qu'actionnaire de ces Actions ou pourra, sous réserve de ces Articles, céder ces Actions. Lorsque des codétenteurs sont les actionnaires nominatifs d'une ou de plusieurs Actions, dans le cas du décès de l'un des codétenteurs et en l'absence d'une modification adéquate dans le Registre à la demande du successeur légal du copropriétaire décédé et du ou des codétenteurs subsistant, le ou les codétenteurs subsistant seront, pour les fins de la Société, le ou les propriétaires de l'Action ou des Actions et la Société ne reconnaîtra aucune plainte concernant la succession de tout codétenteur décédé sauf lorsqu'il s'agit du dernier survivant de ces codétenteurs. Le droit de préemption exposé dans l'Article 10.2 ne s'appliquera pas aux cessions d'Actions conformes à cet Article 10.9.

10.10 La société ne prélèvera pas de frais pour l'inscription d'une cession ou de tout autre document ayant trait au droit de propriété d'une Action.

10.11 Le Conseil de Gérance peut demander des dédommagements de toute personne lui demandant d'exercer ses pouvoirs tels que décrits dans le présent Article 10.

Chapitre II. Administration et Surveillance

Art. 11. Assemblées Générales des Actionnaires.

11.1 L'Assemblée Générale Annuelle se réunit de plein droit, conformément à la Loi, le 30 juin de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'assemblée se tiendra le jour suivant à la même heure. L'Assemblée Générale Annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil de Gérance juge définitivement et sans appel que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

11.2 Toutes les Assemblées Générales se tiendront soit au siège social de la Société, soit à tout autre endroit dans la commune de Luxembourg indiqué dans la convocation faite par le Conseil de Gérance ou le Commissaire (comme indiqué à l'Article 20).

11.3 Les convocations aux Assemblées Générales indiqueront la date, le lieu et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et seront:

(a) soit publiées par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle et au moins huit jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg et dans un journal circulant dans les autres juridictions où les Actionnaires sont connus en tant que résidents et seront envoyées par courrier ordinaire ou autrement transmises à tous les Actionnaires déclarés, à leur dernier domicile connu, au moins quatorze jours avant la date de la réunion à l'exclusion du jour de remise à la poste et du jour de la réunion; ou

(b) soit seront seulement envoyées, au choix de la Société, par lettre recommandée à tous les Actionnaires déclarés, à leur dernier domicile connu, au moins quatorze jours avant la date de la réunion à l'exclusion du jour de remise à la poste et du jour de la réunion.

11.4 L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire indiquera également les modifications de Statuts proposées et, dans le cas où il est proposé de changer l'objet ou la forme de la société ou d'accroître les engagements des Actionnaires, contiendra le texte intégral des modifications proposées.

11.5 La non-réception de convocations à une Assemblée Générale envoyées aux adresses des Actionnaires inscrits dans le Registre par toute personne habilitée à recevoir une convocation n'invalidera pas le déroulement des assemblées.

11.6 Lorsque tous les Actionnaires sont présents ou représentés et reconnaissent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour soumis à leur considération, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans avis de convocation.

11.7 Toutes les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires seront conduites comme suit:

11.7.1 Les Assemblées Générales Ordinaires et extraordinaires seront présidées par le Président ou un Vice Président du Conseil de Gérance (le "Président" ou le "Vice Président" respectivement) de la Société ou, à défaut, par un Membre désigné par le Conseil de Gérance. Au cas où aucun Membre n'est présent à l'assemblée, le Président de l'assemblée sera élu à la majorité par les Actionnaires présents (ou représentés) et votant. Les ordres du jour de ces assemblées seront établis par le Conseil de Gérance et seront indiqués dans les avis de convocation.

11.7.2 Les procès-verbaux des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires seront consignés par le secrétaire de l'assemblée, qui peut ne pas être Actionnaire et qui sera nommé par l'assemblée et, sauf si un Actionnaire présent en personne ou représenté par procuration désire exercer son droit de signer les procès-verbaux, les procès-verbaux seront signés par le Président et le Secrétaire seulement. Les procès-verbaux mentionneront:

- (a) qu'un avis de convocation à l'assemblée a été donné en due forme à tous les Actionnaires (ou qu'ils y ont renoncé);
- (b) le nombre des Actionnaires présents ou représentés et si l'assemblée a atteint le quorum; et
- (c) si le quorum a été atteint, que l'assemblée a été valablement constituée et pourra valablement délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour.

11.7.3 Seulement dans le cas où une majorité des Actionnaires présents ou représentés à l'assemblée le décident, des scrutateurs seront désignés et une liste de présence énumérant les Actionnaires présents ou représentés sera dressée. En toutes autres circonstances, le Président et le Secrétaire de l'assemblée seront responsables pour assurer et le mentionner dans les procès-verbaux que toutes les exigences relatives à la convocation, au quorum et à la majorité requise pour l'adoption valable des résolutions ont été observées.

11.8 Le Conseil de Gérance prescrira les conditions qui devront être remplies par les Actionnaires pour prendre part et voter à une Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire, y compris (sans limiter ce qui précède) la date pour déterminer les Actionnaires devant recevoir un avis de convocation et pouvant voter à ces assemblées.

11.9 Tout Actionnaire peut voter en personne ou être représenté par un mandataire, Actionnaire ou non. Une personne morale Actionnaire peut exécuter une procuration sous le contrôle d'un agent dûment autorisé.

11.10 Tout Actionnaire aura droit à une voix pour chaque Action qu'il détient dans la Société. Les Résolutions des Assemblées Générales seront prises à la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés. Excepté les propositions pour changer la nationalité de la Société ou pour accroître les engagements des Actionnaires, qui devront être adoptées à l'unanimité de tous les Actionnaires de la Société, les résolutions des Assemblées Générales Extraordinaires modificatives de statuts devront être prises à une majorité des deux tiers (2/3) des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Art. 12. Pouvoirs des Assemblées Générales. Toute assemblée générale des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Les décisions prises à une telle assemblée engageront tous les Actionnaires. L'Assemblée Générale aura les pouvoirs les plus étendus pour autoriser ou approuver tous les actes faits ou exécutés pour le compte de la Société.

Art. 13. Assemblée Générale Extraordinaire. Une Assemblée Générale convoquée pour modifier les Statuts ou pour faire un acte requis soit par la Loi soit par les Statuts d'être fait lors d'une assemblée qui remplit les conditions spécifiques de convocation, de quorum et de majorité requises par la Loi, est désignée dans les présents Statuts par "Assemblée Générale Extraordinaire". Sous réserve de l'ordre du jour et des conditions de vote mentionnés dans les Articles numérotés respectivement 11.3 et 11.10 des présents Statuts, toutes ou quelques-unes des dispositions prévues dans ces Statuts peuvent être modifiées par une Assemblée Générale Extraordinaire.

Chapitre III. Conseil de Surveillance et Conseil de Gérance

Art. 14. Conseil de Surveillance.

14.1 A moins que et autrement jusqu'à ce que les Actionnaires le décident en Assemblée Générale Extraordinaire, la Société sera administrée par un Conseil de Gérance, sous la supervision d'un Conseil de Surveillance, en accord avec les dispositions de cet Article 14 et des Articles 60bis-1 à 60bis-19 de la Loi.

14.2 Après une période de deux ans à compter de l'adoption de ces Statuts pendant laquelle le Conseil de Surveillance initial, tel que nommé à l'adoption de ces Statuts, sera en fonction, un nouveau Conseil de Surveillance de la Société sera nommé et formé de cinq (5) membres qui seront nommés par les Actionnaires sur la base d'un vote cumulatif. L'Assemblée Générale des Actionnaires nomme le Conseil de Surveillance sur la base des nominations des Actionnaires et remplit toute place qui se retrouverait vide à la suite du retrait, de la démission ou du décès de ses nominés respectifs. Le nombre, la durée de leur mandat, et la rémunération des membres du Conseil de surveillance seront fixés par un vote excédant les deux tiers (2/3) de la totalité du capital social en circulation. Le Conseil de Surveillance pourra adopter le Règlement autorisé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

14.3 Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un président du Conseil de Surveillance (le "Président") et un ou plusieurs vice présidents.

14.4 Le Président du Conseil de Surveillance présidera les réunions du Conseil de Surveillance et les Assemblées Générales des Actionnaires. En son absence, un vice président du Conseil de Surveillance le remplacera.

14.5 Le Conseil de Surveillance s'assemblera lorsque cela sera nécessaire pour les affaires de la Société et au moins trois fois par an. Les assemblées seront convoquées par le Président du Conseil de Surveillance ou deux membres du Conseil de surveillance. En plus, le Conseil de Surveillance sera convoqué, si un membre du Conseil de surveillance le demande.

14.6 Les réunions du Conseil de Surveillance se tiendront au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation.

14.7 Sauf pour les cas d'urgence, les réunions du Conseil de Surveillance seront notifiées par écrit au moins deux (2) jours à l'avance. Une convocation peut ne pas être envoyée si tous les membres du Conseil de Surveillance l'acceptent.

14.8 Les réunions du Conseil de Surveillance et de ses comités peuvent se tenir en utilisant les moyens de télécommunication (par exemple, vidéo conférence ou équipement téléphonique) ou les membres individuels peuvent y participer en utilisant ces moyens de télécommunication.

14.9 Dans les situations urgentes, les membres du Conseil de Surveillance peuvent voter sur des points de l'ordre du jour par écrit, télécopieur ou téléphone; dans ce dernier cas, une confirmation écrite est nécessaire.

14.10 Chaque membre du Conseil de Surveillance indisponible au moment d'une réunion peut mandater un autre membre du Conseil de Surveillance par écrit pour le représenter.

14.11 La validité des décisions prises ou des résolutions adoptées par le Conseil de Surveillance est sujette à une majorité de votes des membres du Conseil de Surveillance, présents, représentés ou qui ont pu voter sur les articles de l'ordre du jour par écrit, télécopieur ou téléphone, formant ainsi avec les membres présents ou représentés une majorité du Conseil de Surveillance et cela est enregistré en conformité avec la section 14.13 de cet Art. 14.

14.12 Les résolutions du Conseil de Surveillance sont adoptées par majorité simple. Dans le cas d'une parité de votes parmi les membres du Conseil de Surveillance, le vote du Président du Conseil de Surveillance est décisif.

14.13 Les résolutions adoptées par le Conseil de Surveillance seront enregistrées dans un procès-verbal qui doit être signé au moins par deux membres du Conseil de Surveillance présents à la réunion respective. Les procès-verbaux signés individuellement et mis ensemble forment le procès-verbal valable et obligatoire du point de vue juridique.

14.14 Les résolutions signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront aussi valables et en vigueur que si elles avaient été adoptées à une réunion convoquée et tenue selon les normes. Ces signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par courrier, télécopieur ou un autre moyen de communication similaire.

14.15 Les copies ou les extraits des procès-verbaux qui doivent être présentés devant un tribunal ou dans un autre endroit sont signés par le Président du Conseil de Surveillance ou par deux de ses membres.

14.16 Le Conseil de Surveillance a la responsabilité de surveiller et superviser la gestion de la Société par le Conseil de Gérance, mais il ne peut pas intervenir dans cette gestion.

14.17 Le Conseil de Surveillance peut former parmi ses membres des comités dont les fonctions et les pouvoirs sont stipulés dans le Règlement interne pour le comité respectif. Dans la mesure prévue par la Loi, les pouvoirs de décision du Conseil de Surveillance peuvent être transférés à ces comités. Les dispositions des sections 14.6 et 14.13 de cet Article s'appliquent mutatis mutandis.

Art. 15. Conseil de Gérance.

15.1 Le Conseil de Gérance de la Société sera formé d'au moins trois (3) membres. Le Conseil de Gérance sera nommé par le Conseil de Surveillance qui détermine le nombre, la durée de leur mandat, et la rémunération des membres du Conseil de Gérance. Le Règlement du Conseil de Gérance pourra être autorisé par le Conseil de Surveillance.

15.2 Le Conseil de Gérance nomme parmi ses membres un Président du Conseil de Gérance ("Président").

15.3 Le Président du Conseil de Gérance présidera les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le membre du Conseil de Gérance ayant la plus longue ancienneté le remplacera.

15.4 Le Conseil de Gérance s'assemblera lorsque cela sera nécessaire pour les affaires de la Société. Les assemblées seront convoquées par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par le membre du Conseil de Gérance ayant la plus longue ancienneté. En plus, le Conseil de Gérance sera convoqué si un membre du Conseil de Gérance le demande.

15.5 Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation. Le Conseil de Gérance s'assemblera au moins trois (3) fois par an au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation.

15.6 Sauf pour les cas d'urgence, les réunions du Conseil de Gérance seront notifiées par écrit au moins deux jours à l'avance. Toutefois, le Conseil de Gérance peut renoncer à la convocation si tous les membres du Conseil de Gérance acceptent et si un tel accord est enregistré dans le procès-verbal en vertu de la section 15.11 de cet Article.

15.7 Dans les situations urgentes, les membres du Conseil de Gérance peuvent voter sur des points de l'ordre du jour par écrit, télécopieur ou téléphone; dans ce dernier cas, une confirmation écrite est nécessaire.

15.8 Chaque membre du Conseil de Gérance indisponible au moment d'une réunion peut mandater un autre membre du Conseil de Gérance par écrit pour le représenter.

15.9 La validité des décisions prises ou des résolutions adoptées par le Conseil de Gérance est sujette à une majorité de votes des membres du Conseil de Gérance, présents, représentés ou qui ont voté sur les articles de l'ordre du jour par écrit, télécopieur ou téléphone, formant ainsi avec les membres présents ou représentés une majorité du Conseil de Gérance et cela est enregistré en conformité avec la section 15.11 de cet Article.

15.10 Les résolutions du Conseil de Gérance sont adoptées par majorité simple. Dans le cas d'une parité de votes, le vote du Président du Conseil de Gérance est décisif.

15.11 Les résolutions adoptées par le Conseil de Gérance seront enregistrées dans un procès-verbal qui doit être signé au moins par deux membres du Conseil de Gérance présents à la réunion respective. Les procès-verbaux signés individuellement et mis ensemble forment le procès-verbal valable et obligatoire du point de vue juridique.

15.12 Les résolutions signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront aussi valables et en vigueur que si elles avaient été adoptées à une réunion convoquée et tenue selon les normes. Ces signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par courrier, télécopieur ou un autre moyen de communication similaire.

15.13 Le Conseil de Gérance envoie des rapports au Conseil de Surveillance au moins une fois tous les trois (3) mois.

15.14 Les copies ou les extraits des procès-verbaux qui doivent être présentés devant un tribunal ou dans un autre endroit sont signés par le Président du Conseil de Gérance ou par deux de ses membres.

Art. 16. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

16.1 La responsabilité du Conseil de Gérance est la gestion de la Société; pour cela, il a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour porter à bien les objets de la Société. Ses compétences s'étendent à tous les actes juridiques qui ne relèvent pas, selon le Règlement, la Loi ou ces Statuts, de la compétence de l'Assemblée Générale ou du Conseil de Surveillance.

16.2 Dans le contexte de la gestion journalière, la Société sera représentée par deux personnes qui, selon la section 16.1 de cet Article, ont soit été nommées membres du Conseil de Gérance soit ont été autorisées à représenter la Société en vertu d'une procuration.

16.3 Dans des cas spécifiques, la Société peut être représentée par une seule personne, à condition que deux personnes autorisées selon la section 16.2 de cet Article aient émis une procuration en faveur de cette personne.

16.4 Dans les transactions qui ne rentrent pas dans le cadre de la gestion journalière, la Société est représentée conjointement par deux membres du Conseil de Gérance.

Art. 17. Invalidité et Responsabilités envers des tiers.

17.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société, firme ou autre entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Membres du Conseil de Gérance ou du Conseil de Surveillance ou agents de la société ont des intérêts dans, ou sont administrateurs, associés, agents ou employés de cette autre société, firme ou autre entité.

17.2 Tout Membre du Conseil de Gérance ou du Conseil de Surveillance qui serait administrateur, agent ou employé de toute société, firme ou autre entité avec laquelle la Société contractera ou autrement engagera des affaires ne pourra pas à cause de cette affiliation avec cette autre société, firme ou autre entité, être empêché de délibérer et de voter ou d'agir sur ces affaires en relation avec ces contrats ou autre affaire.

17.3 Au cas où un Membre du Conseil de Gérance ou du Conseil de Surveillance ou agent de la Société aurait un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Membre ou agent devra avertir le Conseil de Gérance de cet intérêt personnel et ne pourra pas délibérer ou faire partie d'un quorum ou voter à propos de cette transaction; cette transaction et l'intérêt du Membre ou de l'agent dans cette transaction seront portés devant la prochaine assemblée générale.

Art. 18. Signature. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance ou par la signature conjointe d'un membre du Conseil de Gérance et d'une personne à qui le Conseil de Gérance aura donné pouvoir de ce faire, ou par la signature conjointe de deux personnes à qui le Conseil de Gérance aura donné pouvoir de ce faire.

Art. 19. Indemnités et Responsabilité.

19.1 Sous réserve des dispositions de l'Article 19.3, chaque Membre et autre agent, employé ou représentant de la Société sera indemnisé par la Société contre, et le devoir du Conseil de Gérance sera de les payer des fonds de la société, tous les dommages, charges, frais, pertes et dépenses qu'un Membre, agent, employé ou représentant pourra encourir ou dont il peut devenir responsable en raison d'un contrat qu'il a conclu ou d'un acte ou acte notarié fait ou omis par lui en tant que Membre, agent, employé ou représentant, en relation avec toute action ou procès (y inclus des procès en relation avec les matières énumérées à l'Article 19.3) qui ne sont pas couronnés de succès ou pour lesquels il y a une transaction, pourvu que dans ce dernier cas le conseiller juridique de la Société soit d'avis que si le procès était allé à son terme, le Membre, l'agent, l'employé ou le représentant n'aurait pas été passible de sanction en relation avec une matière énumérée à l'Article 19.3 dans laquelle il aurait été impliqué en raison du fait qu'il a agi en tant que tel ou du fait qu'à la requête de la Société il a été administrateur, ou agent d'une société, de laquelle la Société est actionnaire directe ou indirecte et de laquelle il n'est pas en droit d'être entièrement indemnisé, ou de n'importe quelle manière pour la décharge de ses devoirs y compris les dépenses de voyage.

19.2 Sous réserve des dispositions de l'Article 19.3, aucun Membre, agent, employé ou représentant de la Société ne sera responsable pour les actes, reçus, négligences ou défauts d'un autre Membre, agent, employé ou représentant ou pour s'être joint à un reçu ou autre acte conforme ou pour une perte ou dépense occasionnée à la Société par l'insuffisance ou le défaut de titre d'une propriété acquise sur l'ordre du Conseil de Gérance, au nom et pour le compte de la Société, ou pour l'insuffisance ou le défaut d'une valeur mobilière dans laquelle les fonds de la Société seront investis, ou d'une perte ou d'un dommage résultant de la faillite de l'insolvabilité ou d'un acte fautif d'une personne chez qui des devises, des titres ou effets seront déposés, ou pour une perte ou un dommage occasionné par une erreur de jugement ou une omission de sa part, ou pour toute autre perte, dommage ou infortunes quelconques qui se produisent dans l'exécution des devoirs relatifs à sa charge ou en relation avec eux.

19.3 Un Membre sera responsable et ne sera pas indemnisé par la Société pour des pertes ou dommages:

19.3.1 à la Société, s'il est finalement jugé responsable dans un procès de négligence grave ou mauvaise gestion ou défaut; ou

19.3.2 dans la limite prévue par la Loi mais pas plus, à la Société ou à des tierces personnes s'il est finalement jugé dans un procès que la perte ou le dommage ont résulté d'un manquement grave aux dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales telle qu'elle a été modifiée ou de ces Statuts à moins que le Membre n'ait pas participé à ce manquement, qu'aucune faute ne lui soit imputable et que le Membre communique le manquement à la prochaine Assemblée Générale.

19.4 Si une partie de l'Article 19.1 ou 19.2 était invalidée pour une raison quelconque ou si une loi modifiait l'étendue d'application de ces Articles, les Articles resteront néanmoins valables et exécutoires dans la limite où ils ne sont pas invalidés ou modifiés.

Art. 20. Commissaire.

20.1 La situation financière de la société est supervisée et la révision de ses comptes est confiée à un Commissaire qui peut être le réviseur de la Société mais qui ne sera pas autrement associé à la Société.

20.2 Le Commissaire sera élu par l'Assemblée Générale pour une durée expirant à la date de la prochaine Assemblée Générale Annuelle et jusqu'au moment où son successeur est élu. Le Commissaire restera en fonction jusqu'à sa réélection ou à l'élection de son successeur.

20.3 Le Commissaire en fonction pourra être révoqué à tout moment par l'Assemblée Générale avec ou sans motif.

20.4 Si les conditions légales sont remplies, le Commissaire sera remplacé par un "réviseur d'entreprises" à désigner par l'Assemblée Générale parmi les membres de "l'Institut des Réviseurs d'Entreprises".

Art. 21. Rémunération des Membres et Commissaire. Les Actionnaires réunis en Assemblée Générale peuvent allouer aux Membres et au Commissaire des émoluments fixes ou proportionnels et des jetons de présence à charge des frais généraux.

Chapitre IV. Année sociale, Situation financière, Attribution des bénéfices

Art. 22. Année sociale. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 23. Situation financière.

23.1 A la fin de chaque exercice le Conseil de Gérance préparera un bilan et compte de profits et pertes de la Société.

23.2 Les bilans et comptes de profits et pertes seront établis conformément aux règles comptables généralement admises et requises par la loi applicable.

Art. 24. Approbation des comptes.

24.1 L'Assemblée Générale se verra soumettre les rapports des Membres et du Commissaire et délibérera sur et, en cas d'accord, approuvera le bilan et le compte de profits et pertes.

24.2 Après avoir adopté le bilan et le compte de profits et pertes, l'Assemblée Générale Annuelle donnera, par vote séparé, décharge aux Membres et au Commissaire de tout engagement de la Société pour toute perte ou dommage résultant de ou relatifs à des actes ou omissions faites par les Membres et le Commissaire en toute bonne foi et sans négligence grave. Une décharge n'est valable que si le bilan ne contient pas d'omission ou d'information fautive ou erronée sur la marche réelle des affaires de la Société ou contient l'exécution d'actes incompatibles avec ces Statuts sauf si les avis de convocation en faisaient expressément mention.

Art. 25. Attribution des bénéfices.

25.1 Le surplus renseigné dans les comptes, déduction faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, constituera le bénéfice net de la société.

25.2 De ce bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent destinés à alimenter la réserve légale. Ce prélèvement ne sera plus obligatoire lorsque le montant de cette réserve légale aura atteint le dixième du capital social souscrit. La distribution du solde du bénéfice net sera déterminée, après constitution d'une provision pour impôt, le cas échéant, par l'Assemblée Générale Annuelle sur proposition du Conseil de Gérance.

25.3 Cette attribution peut comprendre la distribution de dividendes, la création et le maintien de fonds de réserve et des provisions et la détermination du report à nouveau du solde.

25.4 Tout dividende fixé sera payable aux lieux et places que le Conseil fixera. L'Assemblée Générale peut autoriser le Conseil de Gérance à payer les dividendes en toute devise et, à sa seule discrétion, fixer le taux de conversion des dividendes dans la monnaie de paiement effectif.

25.5 Aucun dividende ne peut être déclaré par l'Assemblée Générale si la Société n'est pas à même de remplir les critères de liquidité fixés par l'article 72.3 de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 24 avril 1983.

Art. 26. Acomptes sur dividendes. Sous réserve des dispositions de la loi applicable au moment où le paiement est effectué, le Conseil de Gérance est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Chapitre V. Dissolution et Liquidation

Art. 27. Dissolution. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut à tout moment décider de liquider la Société. L'Assemblée Générale Extraordinaire déterminera la méthode de liquidation et désignera un ou plusieurs liquidateurs afin de

réaliser les avoirs de la Société et de régler les dettes de la Société. De l'actif net résultant de la liquidation des avoirs et du règlement des dettes, il sera prélevé un montant destiné au remboursement des actions libérées et non encore rachetées. Le solde sera distribué à parts égales entre toutes les Actions.

Chapitre VI. Général

Art. 28. Dispositions légales. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi et du Règlement.

Art. 29. Version qui prévaut. Dans l'éventualité d'un conflit entre la version anglaise et la version française des présents Statuts, la version anglaise prévaudra.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président a ajourné l'assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de quatre mille euros.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom, état civil et domicile, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. GANGLOFF, A. GEGIC, J. GIAGNORIO, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 septembre 2010. LAC/2010/39427. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Luxembourg, le 13 septembre 2010.

Référence de publication: 2010123138/1295.

(100139637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2010.

Patron Kummel Holding S.à R.L., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.359.

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and ten, on the twenty-eight day of July,

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. Patron Kummel Holding S.à.r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 101 359,

hereby represented by Mr Michael Vandeloise, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2. GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH, a German company with limited liability (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) having its seat in Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, Germany, registered with the commercial register of the local court of Düsseldorf (Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf) under number HRB 55466,

hereby represented by Mr Michael Vandeloise, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The powers of attorney, after having been signed *in* varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

The above appearing parties have requested the undersigned notary to record the following

in which the GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH shall be merged onto Patron Kummel Holding S.à.r.l.

Preamble

(A) The Patron Kummel Holding S.à.r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, is registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 101 359 (the Acquiring Company).

(B) The GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH a German company with limited liability, having its seat at Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, is registered with the commercial register of the local court of Düsseldorf under HRB 55466 (the Transferring Company).

(C) The issued capital of the Transferring Company, amounting to EUR 25,000, has been fully paid-up. The issued capital is divided into two shares with par value of EUR 20,000 and EUR 5,000. Those shares are held by the Acquiring Company.

(D) This merger plan has been drawn up by the managing director of the Transferring Company and by the board of managers of the Acquiring Company and was adopted by board of managers of the Acquiring Company on 20 July 2010. A separate approval by the management of the Transferring Company is not required.

(E) The Transferring Company and the Acquiring Company hereinafter also shall be referred to as: the Merging Companies.

§ 1. Transfer of assets and liabilities. The Transferring Company shall transfer its entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations, without liquidation, to the Acquiring Company, namely in the course of the merger by means of acquisition (fusion par absorption). No compensation is paid for the transfer of the assets.

§ 2. No Consideration. As the Acquiring Company is the sole shareholder of the Transferring Company, the indication of an exchange ratio within the meaning of Section 122c Para 2 no. 2, 3 and 5 of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz, UmwG) and article 261 (2) (b) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Companies Act") is not required. No new shares of the Acquiring Company shall be issued in the context of the merger.

§ 3. Repercussions of the Merger for the Employment. The Merging Companies do not have any employees.

§ 4. Closing Balance and Effective Date of the Merger.

4.1 For this merger the accounts of the Merging Companies as per 31 December 2009 will be used as closing balances.

4.2 The transfer of the assets of the Transferring Company shall be effected internally as at 1 January 2010, 0.00 a.m. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company (Merger Effective Date).

4.3 To the extent the merger has not been validly filed with the commercial register of the Transferring Company as per 31 August 2010, the merger shall be based on the accounts of the Merging Companies as per 31 March 2010. The transfer of the assets of the Transferring Company shall then be effected internally as of 1 April 2010, 0.00 am. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company.

§ 5. Special Rights and Advantages.

5.1 Special rights within the meaning of Section 122c Para 2 no. 7 UmwG do not exist at the Transferring Company. Shareholders having special rights and holders of securities (other than shares) within the meaning of article 261 (2) (f) of the Luxembourg Companies Act do not exist at the level of the Acquiring Company. No shareholder or member of the administrative, management, supervisory or control bodies of the Acquiring Company is granted any special advantage in connection with the merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

5.2 Likewise, no one is granted a special advantage within the meaning of Section 122c Para 2 no. 8 UmwG.

§ 6. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company and a translation thereof are attached to this plan.

The Articles of Association of the Acquiring Company will not be amended upon the merger. They will continue to have unaltered legal effect after the merger.

§ 7. Information regarding the evaluation of the assets and Liabilities that are being transferred to the Acquiring Company.

7.1 The Acquiring Company will record the assets of the Transferring Company, that shall be transferred in the course of the merger, in its accounts with the the book values used in the (German commercial law) final accounts of the Transferring Company.

7.2 The Transferring Company has not yet executed its German tax law option to step up its book values in the German tax law final accounts as of 31 December 2009. The step up in the German tax law final accounts of the Transferring Company as at 31 December 2009 will increase the book value of the transferring assets of the Transferring Company in its German tax law final accounts as at 31 December 2009 by at least Euro 9,500,000.00 and not more than Euro 12,250,000.00. The Acquiring Company has to take over the assets which are transferred to it at the value included in the German tax law final accounts of the Transferring Company.

§ 8. Creditors' rights.

8.1 As far as the creditors of the Transferring Company cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two months after the day of publication of the merger plan or its draft and have provided evidence that as a consequence of the merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to or come into existence until 15 days after the publication of the merger plan or its draft in the commercial register of the Transferring Company.

To the extent the creditors of the Transferring Company file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf from the Transferring Company.

8.2 The creditors of the Acquiring Company whose claims pre-date the date of publication of the deeds recording the merger in the Luxembourg Official Gazette may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Acquiring Company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The Acquiring Company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

§ 9. Miscellaneous.

9.1 The name, corporate form and registered office of the Acquiring Company will not be changed as a result of the merger.

9.2 The Transferring Company has no real property.

9.3 This merger plan shall be submitted to the general meeting of the shareholders of the Acquiring Company for approval. The approval of the shareholders meeting of the Transferring Company is not required pursuant to Section 122g Para 2 UmwG.

9.4 Any costs of the Merging Companies caused by this plan and its execution shall be borne by the Acquiring Company.

9.5 The German version of this merger plan shall be binding.

Schedule 1: Restated articles of association of Patron Kummel Holding S.A.r.l.

This merger plan shall remain available for review at the registered office of the Acquiring Company at least one month before the extraordinary general meeting of the shareholders of the Acquiring Company called to resolve upon the merger, together with the other documents required pursuant to the provisions of article 276 of the Luxembourg Companies Act.

Schedule 1 hereto shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Updated articles of articles of the acquiring company

Art. 1. There is formed by the present appearing parties mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as well as by the present articles (hereafter the "Company").

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or in any other undertakings and companies either Luxembourg or foreign as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and immaterial right as well as any other rights connected to them or which may complete them.

The Company can borrow in any form and in particular by way of bond issue, convertible or not, bank loan or shareholder's loan, and grant to other companies in which it has or not direct or indirect participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

Moreover, the Company may have an interest in any securities, cash deposits, treasury certificates, and any other form of investment, in particular shares, bonds, options or warrants, to acquire them by way of purchase, subscription or by any other manner, to sell or exchange them.

It may carry out any industrial, commercial, financial, movable or real estate property transactions which are directly or indirectly in connection, in whole or in part, with its corporate object.

It may carry out its object directly or indirectly on its behalf or on behalf of third parties alone or in association by carrying out all operations which may favour the aforementioned object or the object of the companies in which the Company holds interests. Generally, the Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in any other companies Luxembourg or foreign, remunerated or not.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. There exists a "société à responsabilité limitée" under the name of "PATRON KUMMEL HOLDING S.à R.L."

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) represented by one hundred and twenty-five (125) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of August 10, 1915 on commercial companies.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of each member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the law of August 10, 1915, as amended.

Art. 15. The Company's year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 16. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the law of August 10, 1915, as amended, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Acquiring Company as a result of the present deed is estimated to be approximately 1,500.- Euros.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger plan and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Acquiring Company pursuant to the law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version and that at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the German and the English text, the German version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und zehn, den achtundzwanzigsten Juli,

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

Patron Kümmel Holding S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur, eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) in Luxemburg unter der Nummer B101.359,

hier vertreten durch Michael Vandeloise, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.; und

GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf (Deutschland), eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter der Nummer HRB 55466,

hier vertreten durch Michael Vandeloise, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmachten, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte der Erschienenen und den unterzeichneten Notar, der vorliegenden Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt bleiben werden.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie angegeben, haben hiermit den Notar ersucht, das folgenden zu beurkunden:

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLANS

in dem die GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH auf die Patron Kummel Holding S.à.r.l. verschmolzen wird

Präambel

(A) Die Patron Kummel Holding S.à.r.l., eine luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, ist im Handelsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 101 359 eingetragen (die Übernehmende Gesellschaft).

(B) Die GEWL Grundstücksentwicklungsgesellschaft mbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, ist im Handelsregister des Amtsgerichts Düsseldorf unter HRB 55466 eingetragen (die Übertragende Gesellschaft).

(C) Die Übertragende Gesellschaft hat ein voll eingezahltes Stammkapital in Höhe von EUR 25.000. Es bestehen zwei Geschäftsanteile im Nennwert von EUR 20.000 und EUR 5000. Diese Geschäftsanteile werden von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten.

(D) Dieser Verschmelzungsplan wurde von der Geschäftsführerin der Übertragenden Gesellschaft und von dem Vorstand der Übernehmenden Gesellschaft entworfen und von dem Vorstand der Übernehmenden Gesellschaft am 20 Juli 2010 angenommen. Eine separate Zustimmung der Geschäftsführung der Übertragenden Gesellschaft ist nicht erforderlich.

(E) Die Übertragende Gesellschaft und die Übernehmende Gesellschaft werden nachfolgend auch als Verschmelzende Gesellschaften bezeichnet.

§ 1. Vermögensübertragung. Die Übertragende Gesellschaft überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Ausschluss der Abwicklung auf die Übernehmende Gesellschaft, und zwar im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme. Eine Gegenleistung für die Vermögensübertragung wird nicht gewährt.

§ 2. Keine Gegenleistung. Da sich alle Anteile der Übertragenden Gesellschaft in der Hand der Übernehmenden Gesellschaft befinden, entfallen Angaben über den Umtausch der Anteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 2, 3 und 5 UmwG und des Artikels 261 (2) (b) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (nachfolgend „Luxemburger Gesellschaftsgesetz“). Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keine neue Geschäftsanteile an der Übernehmenden Gesellschaft ausgegeben.

§ 3. Folgen der Verschmelzung für die Beschäftigung. Die Verschmelzenden Gesellschaften beschäftigen keine Arbeitnehmer.

§ 4. Schlussbilanz und Verschmelzungstichtag.

4.1 Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. Dezember 2009 als Schlussbilanzen zugrunde.

4.2 Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2010, 0:00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen (Verschmelzungstichtag).

4.3 Soweit die Verschmelzung nicht wirksam bis zum 31. August 2010 beim Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft angemeldet wurde, werden der Verschmelzung Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. März 2010 als Schlussbilanzen zugrunde gelegt. Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt dann im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. April 2010, 0.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

§ 5. Besondere Rechte und Vorteile.

5.1 Besondere Rechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bestehen bei der Übertragenden Gesellschaft nicht. Einzelnen Anteilsinhabern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der Übernehmenden Gesellschaft gewährt. Auf Ebene der Übernehmenden Gesellschaft gibt es weder Anteilsinhaber mit Sonderrechten noch Inhaber von Wertpapieren (mit Ausnahme der Geschäftsanteile) im Sinne des Artikels 261 (2) (f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keinem Anteilsinhaber und keinem Mitglied des Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der Übernehmenden Gesellschaft besondere Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) (g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz gewährt.

5.2 Ebenso werden niemandem besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG gewährt.

§ 6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft. Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft sowie eine Übersetzung sind dieser Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wird im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung nicht geändert. Sie gilt nach der Verschmelzung unverändert fort.

§ 7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird.

7.1 Die Übernehmende Gesellschaft wird die aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragenen Vermögenswerte der Übertragenden Gesellschaft mit den in der (handelsrechtlichen) Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft verwendeten Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

7.2 Die Übertragende Gesellschaft hat ihr steuerrechtliches Wahlrecht hinsichtlich der Aufstockung der Buchwerte in der steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2009 noch nicht ausgeübt. Die Aufstockung in der steuerlichen Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2009 wird zu einer Erhöhung der Buchwerte des übertragenen Vermögens der Übertragenden Gesellschaft in ihrer steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2009 in Höhe von mindestens Euro 9.500.000,00 und höchstens Euro 12.250.000,00 führen. Die Übernehmende Gesellschaft hat die auf sie übergehenden Vermögensgegenstände mit dem in der steuerlichen Schlussbilanz der Übertragenden Gesellschaft enthaltenen Wert zu übernehmen.

§ 8. Rechte der Gläubiger.

8.1 Soweit die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft entstanden sind.

Sofern die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übertragenden Gesellschaft, Werftstr. 47, 40549 Düsseldorf, eingeholt werden.

8.2 Die Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d' Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Satzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs) Sitz der Übernehmenden Gesellschaft befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit, zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die Übernehmende Gesellschaft die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der Übernehmenden Gesellschaft eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übernehmenden Gesellschaft, 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingeholt werden.

§ 9. Verschiedenes.

9.1 Firma, Rechtsform und Satzungssitz der Übernehmenden Gesellschaft werden aufgrund der Verschmelzung nicht geändert.

9.2 Die Übertragende Gesellschaft hat kein Grundeigentum.

9.3 Dieser Verschmelzungsplan wird der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft zum Zwecke der Beschlussfassung über die Verschmelzung zugeleitet. Eine Zustimmung der Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft ist gemäß § 122g Abs. 2 UmwG nicht erforderlich.

9.4 Die durch diesen Plan und seine Durchführung bei den Verschmelzenden Gesellschaften entstehenden Kosten trägt die Übernehmende Gesellschaft.

9.5 Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist verbindlich.

ANLAGE 1: NEU FORMULIERTE SATZUNG DER PATRON KÜMMELE HOLDING S.A R.L.

Der o.e. Verschmelzungsplan sowie alle anderen laut Artikel 276 des luxemburgischen Gesellschaftsrechts erforderlichen Dokumente liegt am Gesellschaftssitz der Übernehmenden Gesellschaft mindestens während eines Monats vor dem Verschmelzungsbeschluss, der durch die außergewöhnliche Generalversammlung der Übernehmenden Gesellschaft getroffen wird, zur Überprüfung vor.

Anlage 1 bleibt dieser Urkunde beigelegt zwecks gleichzeitiger Eintragung der beiden Dokumente.

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, unter irgendwelcher Form, welche der Übernehmenden Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, betragen schätzungsweise 1.500.- Euros.

Der amtierende Notar bestätigt hiermit das Vorhandensein und die Rechtmäßigkeit des Verschmelzungsplans und allen Urkunden, Dokumenten und Förmlichkeiten, die der Übernehmenden Gesellschaft laut Gesetz zukommen.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt, auf Antrag der Erschienenen, dass vorliegende Urkunde in englischer Sprache gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die deutsche Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat diese mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Koordinierte Satzung des übernehmenden Gesellschafts

Art. 1. Die zuvor genannten, hier erschienenen Parteien und allen Personen und Körperschaften, die künftig Gesellschafter werden können, gründen eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Société à responsabilité limitée) [luxem-

burgischen Rechts], die den für diese Körperschaften geltenden Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie dieser Satzung unterliegt ("Gesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftsgegenstand ist der Erwerb von Beteiligungen aller Art an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen und Gesellschaften durch Kauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Geschäftsführung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann die Beteiligungen ebenso durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann ferner alle Patente, Marken und anderen geistigen und immateriellen Rechte sowie alle sonstigen Rechte, die mit ersteren verbunden sind oder diese ergänzen, erwerben und verwerten. Die Gesellschaft kann in beliebiger Form und insbesondere durch die Begebung von Anleihen mit oder ohne Wandlungsrecht, die Aufnahme von Bankkrediten oder Gesellschafterdarlehen Geld aufnehmen und anderen Unternehmen, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder nicht, Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Bürgschaften gewähren.

Ferner kann die Gesellschaft Wertpapiere, Bareinlagen, Schatzwechsel und andere Anlagen halten, insbesondere Aktien, Anleihen, Optionen oder Optionsscheine, und diese kaufen, zeichnen oder auf andere Weise erwerben, verkaufen oder tauschen.

Sie kann Rechtsgeschäfte industrieller, kommerzieller oder finanzieller Art mit beweglichen Gütern und Immobilien abschließen, die direkt oder indirekt vollständig oder teilweise mit den Gesellschaftsgegenstand verbunden sind.

Sie kann den Gesellschaftsgegenstand direkt oder indirekt im eigenen Namen oder für Dritte allein oder im Verbund mit anderen erfüllen und dafür alle Rechtsgeschäfte abschließen, die dazu geeignet sind, den zuvor genannten Gesellschaftsgegenstand oder den Gesellschaftsgegenstand der Unternehmen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, zu erfüllen.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Kontroll- oder Aufsichtsmaßnahmen ergreifen und alle Rechtsgeschäfte abschließen, die sie im Sinne des Gesellschaftsgegenstands für sinnvoll erachtet; sie kann ferner vergütete oder nicht vergütete Mandate in den Verwaltungsräten anderer luxemburgischer oder ausländischer Unternehmen wahrnehmen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Es existiert eine "Société à responsabilité limitée" mit der Firma "PATRON KUMMEL HOLDING S.à R.L".

Art. 5. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg.

Er kann auf Beschluss einer asserordentlichen Gesellschafterversammlung an einen anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen in Luxemburg und im Ausland unterhalten.

Art. 6. Das Stammkapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,00 EUR) und gliedert sich in einhundertfünfzig (125) Geschäftsanteile im Nennwert von je einhundert Euro (100,00 EUR).

Art. 7. Das Stammkapital kann nach Artikel 14 dieser Satzung auf Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder auf Beschluss der Gesellschafterversammlung jederzeit geändert werden.

Art. 8. Jeder Geschäftsanteil verbrieft das Recht auf einen Anteil am Gesellschaftsvermögen und an den Gewinnen der Gesellschaft im Verhältnis zur Gesamtzahl der Geschäftsanteile.

Art. 9. Im Verhältnis zur Gesellschaft sind die Geschäftsanteile unteilbar, da nur ein Inhaber je Anteil zulässig ist. Befindet sich ein Geschäftsanteil im gemeinschaftlichen Besitz mehrerer Inhaber, so müssen diese eine einzige Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft benennen.

Art. 10. Im Falle eines alleinigen Gesellschafters sind die von diesem alleinigen Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile frei übertragbar.

Im Falle von mehreren Gesellschaftern können die von den einzelnen Gesellschaftern gehaltenen Geschäftsanteile in Anwendung von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften veräußert werden.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch den Tod, die Entziehung der bürgerlichen Ehrenrechte, die Insolvenz oder den Konkurs des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter nicht beendet.

Art. 12. Die Führung der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern. Werden mehrere Geschäftsführer bestellt, so bilden muss/müssen sie einen geschäftsführenden Ausschuss. Der oder die Geschäftsführer wird/werden keine Gesellschafter sein. Der oder die Geschäftsführer auf Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt) abbestellt und ersetzt; dazu bedarf es der Stimmen der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren.

Im Aussenverhältnis ist der/sind die Geschäftsführer befugt, unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Rechtsgeschäfte durchzuführen und zu genehmigen, die dem Gesellschaftsgegenstand entsprechen, vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Artikels 12.

Alle Befugnisse, die nach dem Gesetz oder dieser Satzung nicht ausdrücklich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, gehören in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers, oder, bei mehreren Geschäftsführern, in den Zuständigkeitsbereich des geschäftsführenden Ausschusses.

Die Gesellschaft ist durch die Unterschrift ihres alleinigen Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern durch die Unterschrift eines jeden Mitglieds des geschäftsführenden Ausschusses gebunden. Der geschäftsführende Ausschuss kann eines seiner Mitglieder zum Vorsitzenden wählen, dessen Unterschrift allein für die Gesellschaft bindend ist, sofern er im Rahmen der Befugnisse des geschäftsführenden Ausschusses handelt. Die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführer bzw. der geschäftsführende Ausschuss kann ihre/seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben einem oder mehreren Vertretern übertragen.

Die Gesellschafterversammlung oder der Geschäftsführer bzw. der geschäftsführende Ausschuss legt die Verantwortlichkeiten und gegebenenfalls die Vergütung des Vertreters, die Dauer der Vertretung und alle weiteren massgeblichen Bedingungen für die Vertretung fest. Bei mehreren Geschäftsführern sind die Beschlüsse des geschäftsführenden Ausschusses mit der Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen.

Art. 13. Der bzw. die Geschäftsführer haften nicht aufgrund von seiner/ihrer Stellung persönlich für Verpflichtungen, die er/sie im Namen der Gesellschaft rechtmässig eingegangen ist/sind.

Art. 14. Der alleinige Gesellschafter erhält alle Befugnisse, die der Gesellschafterversammlung zustehen.

Bei mehreren Gesellschaftern kann sich jeder einzelne unabhängig von der Zahl seiner Geschäftsanteile an gemeinsamen Entscheidungen beteiligen. Jeder Gesellschafter verfügt über Stimmrechte im Verhältnis seiner Beteiligung. Gemeinsame Entscheidungen werden mit den Stimmen der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals repräsentieren, rechtswirksam gefasst.

Jedoch bedürfen Beschlüsse über Satzungsänderungen nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 in geänderter Fassung der Stimmen der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals repräsentieren.

Art. 15. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 16. Jedes Jahr wird zum 31. Dezember der Rechnungsabschluss erstellt, und der Geschäftsführer bzw. der geschäftsführende Ausschuss stellt ein Inventar mit Angabe des Wertes der Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Gesellschaft auf. Jeder Gesellschafter kann dieses Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 17. Der im Jahresabschluss ausgewiesene Bruttogewinn der Gesellschaft abzüglich der Gemeinkosten, Abschreibungen und Aufwendungen stellt den Nettogewinn dar. Ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird in die gesetzliche Rücklage eingestellt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Stammkapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann dem oder den Gesellschaftern im Verhältnis seiner/ihrer Beteiligung an der Gesellschaft ausgezahlt werden.

Art. 18. Bei Abwicklung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die aus dem Kreise der Gesellschafter stammen können die Gesellschafter bestellen die Liquidatoren und legen deren Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 19. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 verwiesen.

Unterzeichnet: M. VANDELOISE, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 30 juillet 2010. Relation: LAC/2010/33939. Reçu douze euros (12.-€)

Le Releveur (unterzeichnet): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg le 08 SEP 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010122906/450.

(100138719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2010.

Calim International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 16.181.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 septembre 2010 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs et du Commissaire aux Comptes et nomination de leurs remplaçants
2. Décharge spéciale aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1^{er} janvier 2010 à la date de la présente assemblée

3. Transfert du siège social
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010121229/795/17.

Globe Star Incorporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 67.439.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 28 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010121743/1023/16.

Celux Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 19.846.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 27 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2010.
4. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010121742/1023/17.

Opaline Investissements S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 53.437.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 27 septembre 2010 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2010.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010121744/1023/16.

G.O. IB - Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 106.149.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour G.O. IB - Luxembourg Two S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2010100701/12.

(100113748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

International Investors and Accounting Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 251, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 28.530.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung, gehalten am 5. Dezember 2009 von 14:30 bis 15:00 Uhr

Die Gesellschafter haben einstimmig den nachstehenden Beschluss gefasst:

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder Horst Sonntag, Carl Scharffenorth und Hermann Kuhnel, sowie das des Rechnungskommissars Eric Plein werden bis zur ordentlichen Generalversammlung über das Geschäftsjahr 2009 verlängert.

Für die Richtigkeit des Auszugs

Référence de publication: 2010100753/13.

(100113769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

African Wood Trading Company (A.W.T.C.), Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 30.131.

Société anonyme constituée originellement sous la dénomination de "AFRICAN WOOD TRADING COMPANY (A.W.T.C.)" suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 6 janvier 1989, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 184 du 5 juillet 1989; statuts modifiés suivant actes reçus par le même notaire, en date du 28 octobre 1993, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 132 du 8 avril 1994, en date du 5 septembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 604 du 28 novembre 1995, en date du 1er mars 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 446 du 14 juin 1999, en date du 14 décembre 2000, la société adoptant la dénomination de "AFRICAN WOOD TRADING COMPANY HOLDINGS (A.W.T.C. HOLDINGS)", publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 548 du 19 juillet 2001 et en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 534 du 4 avril 2007. Enfin, les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange, intervenant en remplacement de Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, empêché, à qui est resté la minute, en date du 10 avril 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 1 294 du 28 juin 2007 et en date du 11 avril 2007, la société adoptant sa dénomination actuelle de "AFRICAN WOOD TRADING COMPANY (A.W.T.C.)", publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 1 341 du 3 juillet 2007.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 JUIL. 2010.

AFRICAN WOOD TRADING COMPANY

(A.W.T.C.)

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2010101143/29.

(100113446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Lux-Weekend S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, 51, rue Emile Mark.
R.C.S. Luxembourg B 62.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010100786/10.

(100113627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Meng Famille S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 96, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 150.531.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 27 juillet 2010.

Référence de publication: 2010100791/10.

(100113731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Moonray European Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 111.376.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Marc Wathelet
Administrateur

Référence de publication: 2010100792/12.

(100113597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Babcock & Brown Romanina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.500,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 141.326.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par les résolutions du 30 juin 2010, l'associé unique de la société a décidé:

- que la clôture de la liquidation de la société Babcock à Brown Romanina S.à r.l. (en liquidation), ayant son siège social à 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, a été prononcée et que la société est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée;
- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;
- que les fonds restants dans la société seront utilisés pour régler les factures en suspens et que le solde bancaire ultérieur sera versé aux actionnaires;
- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2010.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2010101478/22.

(100115050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2010.

Magilla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 82.205.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 16 juillet 2010.

Résolution:

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de le réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010 comme suit:

Commissaire aux comptes:

I.C. DOM COM S.à.r.l , 69 Rue de la Semois, L-2533 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010100793/18.

(100113681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Magilla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 82.205.

—
Rectificatif du dépôt du 22/12/2009 du 22/12/2009 (No L090196690)

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010100794/14.

(100113695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Belovo Engineering Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-9559 Wiltz, Zone Industrielle Salzbaach.

R.C.S. Luxembourg B 114.038.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale de la société BELOVO ENGINEERING EUROPE S.A. qui s'est tenue en date du 25/06/2010 au siège social que:

1) a démissionné de son poste d'administrateur:

- Philippe Ramirez-Hernan

2) a été nommé comme administrateur, pour une durée de six ans:

- Jacques Lignian, né le 20/03/1960 à B-Tournai (Belgique), demeurant Benonchamps, 100 à B-6600 Bastogne (Belgique)

3) a été nommé comme commissaire:

- Value Creation Europe SPRL, enregistrée au registre des personnes morales de Nivelles sous le numéro 0866247711, ayant son siège social avenue Emile Verhaeren 26/1 à B-1348 Louvain-la-Neuve, représentée par Monsieur Olivier Gazon, né le 04/12/1965 à B-Fosse-sur-Salm (Belgique), demeurant avenue Emile Verhaeren 26/1 à B-1348 Louvain-la-Neuve.

Pour extrait conforme
WEISSBERG CORP. INVESTMENTS Ltd
Représentée par Marc Weissberg / Sylvie Philippin
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010101495/22.

(100114586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2010.

Segemil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 38.320.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010100879/10.

(100113560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Smile Invest Participations S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 72.052.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010100883/10.

(100113576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Water-Man S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 154.608.

STATUTS

L'an deux mille dix, le trente juin.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

MIRACEMA SA avec siège social à L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 50.351,

ici représentée par Pierre SCHILL, salarié, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

La comparante a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de WATER-MAN S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

Elle pourra faire également toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125,-) euros chacune.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2010.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites par MIRACEMA SA avec siège social à L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 50.351.

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cents (EUR 800,-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant unique, pour une durée illimitée:

Nico LANTER, ingénieur-technicien, né à Luxembourg, le 31 janvier 1949, demeurant à L-8140 Bridel, 58, rue de Luxembourg.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 53, boulevard Joseph II.

Et après information par le notaire à la comparante que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Schill et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 2 juillet 2010. Relation: EAC/2010/7956. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce.

Dudelange, le 7 juillet 2010.

Frank MOLITOR.

Référence de publication: 2010106195/63.

(100118900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2010.

Sobim, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 46.394.

Le bilan de la société au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Les administrateurs

Référence de publication: 2010100884/12.

(100113592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Sobim, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 46.394.

Le bilan de la société au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Les administrateurs

Référence de publication: 2010100885/12.

(100113593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Société Luxembourgeoise de Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 96.824.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2010100886/10.

(100113513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Sprint Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 75.576.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010100889/10.

(100113886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Stonebridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 62.127.

Le Bilan au 31 octobre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010100891/10.

(100113879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Taurus Properties Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 127.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010100904/10.

(100113551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Valendis Financière S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 79.149.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par le Liquidateur en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2010100915/14.

(100113657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Valendis International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 52.120.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2010100916/14.

(100113717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

VDS Bricks S.A., Vandersanden Bricks S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 73.109.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2010100918/14.

(100113673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

VDS Finance S.à.r.l., Vandersanden Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 175.770.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 82.430.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010100919/15.

(100113699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Vansan Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 149.368.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 5 juillet 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juillet 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010100920/14.

(100113705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

LANSC, Luxembourg Air Navigation Services Consulting, Société en nom collectif.

Siège social: L-6945 Niederanven, 32A, rue Laach.

R.C.S. Luxembourg B 154.545.

—
STATUTS

Entre les soussignés

1. Monsieur Jean-Claude Michel BAUM, retraité, demeurant à L-6945 Niederanven, 32a rue Laach.

2. Madame Marie-José BAUM-GRAS, commerçante, demeurant à L-6945 Niederanven 32a rue Laach.

il a été constitué en date du 01 juillet 2010 une société en nom collectif dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé entre les constituants et tous ceux qui pourraient devenir associés par la suite, une société en nom collectif.

Art. 2. La dénomination de la société est Luxembourg Air Navigation Services Consulting (LANSC), S.e.n.c.

Art. 3. La société a pour objet de consulter et d'expertiser dans le domaine des services de la navigation aérienne et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à L-6945 Niederanven 32a rue Laach. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La société a été constituée pour une durée indéterminée. Elle ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à cinq cent Euros (500.- Euros) représenté par deux (2) parts sociales de deux cent cinquante Euros (250.- Euros) chacune.

Les parts ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Jean-Claude Michel BAUM, pré qualifié, 1 part	250.-€.
2) Madame Marie-José BAUM-GRAS, pré qualifiée, 1 part	250.-€.
Total: 2 parts	500.-€.

Le capital social a été entièrement libéré et se trouve à la disposition de la société.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 8. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont les pouvoirs sont fixés par l'assemblée des associés qui procède à leur nomination.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

L'assemblée constituante a nommé comme gérant à durée indéterminée, Monsieur Jean-Claude Michel BAUM, 32A rue Laach L-6945 Niederanven.

Art. 9. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 10. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le 31 décembre 2010.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

Disposition Générale

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties déclarent se référer à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Niederanven le 01/07/2010.

Jean-Claude Baum / Marie-José Baum-Gras.

Référence de publication: 2010105270/58.

(100116610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2010.

AAM AG SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

R.C.S. Luxembourg B 141.190.

Hiermit kündigen wir den mit der AAM AG SPF (R.C. B 141190 Luxembourg) am 14.08.2008 abgeschlossenen Domizilierungsvertrag mit sofortiger Wirkung.

Ab dem 14.07.2010 hat die Gesellschaft somit nicht mehr ihren Sitz unter der Adresse:

11A, Boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

Luxembourg, den 13.07.2010.

NASRI (Geschäftsführer)

FIDUCIAIRE CONSEIL ET MANAGEMENT S.A.R.L

Société à responsabilité limitée

Unterschrift

Référence de publication: 2010101141/15.

(100113536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Bannister International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 139.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010101159/12.

(100113643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2010.
